

Recherche d'appui à la recherche pour l'innovation agricole

Program of Accompanying Research for Agricultural Innovation (PARI) –

N° de projet auprès du ministère fédéral de la coopération économique et du développement :

2014.0690.9

# RAPPORT D'EXPERTISE SUR LES POSSIBILITÉS ET LES COOPÉRATIONS POSSIBLES DANS LES PAYS AFRICAINS

Soumis par

Pr Dr. Dr. hc Joachim von Braun

ZEF, Centre de recherche sur le développement de l'université de Bonn

en collaboration avec les partenaires du PARI



*Program of Accompanying  
Research for Agricultural Innovation*

*Programme de recherche  
d'accompagnement pour l'innovation  
agricole*

**SEPTEMBRE 2015**  
research4agrinnovation.org



# SOMMAIRE

<b>PARTIE A</b> Possibilités d'innovation pour la sécurité alimentaire et une croissance agricole durable en Afrique	3
Objectifs	3
Le contexte de l'agriculture et de la sécurité alimentaire en Afrique	3
Les stratégies et programmes propres à l'Afrique pour le développement agricole et la sécurité alimentaire	4
<b>PARTIE B</b> Études de cas	9
Bénin	10
Burkina Faso	13
Cameroun	16
Éthiopie	19
Ghana	22
Kenya	25
Malawi	28
Mali	31
Nigeria	33
Togo	36
Tunisie	39
Zambie	41



# Possibilités d'innovation pour la sécurité alimentaire et une croissance agricole durable en Afrique

Christine Husmann\*, Joachim von Braun\*, Ousmane Badiane\*\*, Yemi Akinbami\*\*\*, Fatunbi Oluwole Abiodun\*\*\* and Detlef Virchow\*

\* ZEF, Centre de recherche sur le développement de l'université de Bonn

\*\* IFPRI, Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, Dakar

\*\*\* FARA, Forum pour la recherche agricole en Afrique, Accra

Recherche d'appui du ZEF, Centre de recherche sur le développement, dans le cadre du programme spécifique « Eine Welt ohne Hunger » (SEWOH, « Un monde sans faim ») du ministère fédéral de la coopération économique et du développement

(traduction française d'un résumé en allemand de l'étude du ZEF « Tapping the Potentials of Innovation for African Food Security and Sustainable Agricultural Growth – an Africa-wide Perspective »)



# POSSIBILITÉS D'INNOVATION POUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET UNE CROISSANCE AGRICOLE DURABLE EN AFRIQUE

## Objectifs

Alors que, par le passé, l'augmentation de la production était avant tout déterminée par une multiplication de l'utilisation des intrants agricoles et une expansion de la surface cultivée, c'est l'essor d'une productivité durable qui, à l'avenir, devra jouer un rôle déterminant pour la croissance agricole. Une hausse de la productivité durable requiert un renforcement des investissements dans la recherche et le développement, une formation agricole, de nouvelles formes d'organisation telles qu'une collaboration entre agriculteurs, l'accès à la technologie et une bonne politique favorable au droit à se nourrir. Le présent document définit des mesures du niveau stratégique qui examinent, dans le cadre du programme spécifique « Eine Welt ohne Hunger » (SEWOH, « Un monde sans faim »), les possibilités d'amélioration en vue de la sécurité alimentaire et d'une croissance agricole durable.<sup>1</sup>

## Le contexte de l'agriculture et de la sécurité alimentaire en Afrique

En raison de l'évolution démographique mondiale et des formes qui se font concurrence dans l'utilisation des terres, les innovations dans le secteur agricole occupent une place importante pour la sécurité alimentaire et le droit à se nourrir. Les investissements dans l'agriculture ne permettent pas uniquement

**Innovation ?** Produire plus et de manière plus durable avec moins de ressources et de meilleures techniques ; rendre l'agriculture et les réseaux de création de valeur plus productifs grâce à de nouvelles formes d'organisation tout en améliorant la nutrition directement et indirectement.

**Possibilités ?** Réduire les différences entre la réalité de l'économie et de la nutrition locales, d'une part, et, d'autre part, les possibilités réalistes ; les analyses de potentiels prennent en compte l'écologie agricole, la technologie, les contextes institutionnels et politiques, cependant le renforcement des potentiels des hommes et des femmes actifs dans l'économie agro-alimentaire est centrale.

d'augmenter la production, mais apportent également une contribution particulièrement importante à la réduction de la pauvreté. En outre, l'insécurité alimentaire et les conflits sont étroitement liés, de sorte que les investissements dans l'agriculture jouent aussi un rôle important pour ce qui est d'éviter les conflits violents, l'exode et les migrations. Par ailleurs, la production agricole diminue souvent de manière significative pendant les conflits (de plus de 12 % par an).<sup>2</sup>

La majorité de la population subsaharienne (63 %) vit en milieu rural et de l'agriculture.

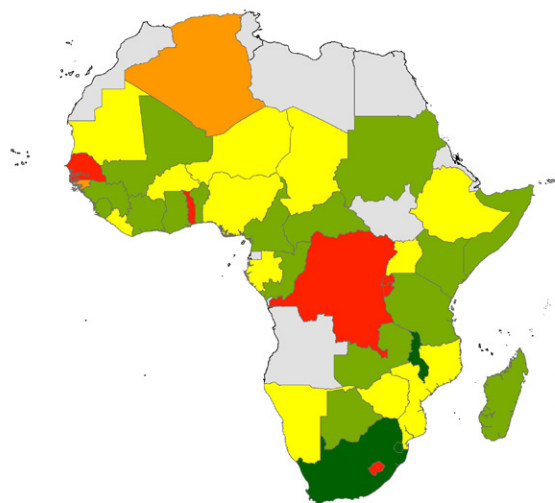


Plus de 23 %, soit 222 millions de personnes, y sont chroniquement sous-alimentés. Pour les pauvres en particulier, la propre capacité de travail reste le principal facteur de production. L'agriculture représentant, parmi tous les secteurs économiques, celui où la part d'ouvriers non qualifiés est la plus forte, les investissements qui y sont réalisés apportent une contribution particulièrement décisive à la réduction de la pauvreté puisque les populations défavorisées profitent énormément de la croissance dans ce secteur.

### La productivité doit augmenter, mais de manière durable

La situation actuelle en Afrique offre de bonnes conditions pour un bon retour sur investissement dans le secteur agricole. L'ensemble de l'économie et le secteur agricole en particulier affichent depuis environ 15 ans une croissance à tendance positive étendue à tout le continent. En outre, de nombreux pays africains ont amélioré leur compétitivité.

#### III. 1 : la productivité agricole en Afrique



Index de la productivité totale des facteurs pour l'agriculture, 2008

45 - 83	111 - 178
84 - 100	179 - 233
101 - 110	no data

Index PTF 1961=100 ;

Source : Fuglie & Rada (2013)

Malgré cela, le potentiel d'expansion pour le commerce régional<sup>3</sup> est toujours très important. Dans de nombreux pays, la production agricole par habitant reste encore inférieure à celle des années 1960. Malgré l'augmentation de la productivité au cours des 20 à 30 dernières années, un grand nombre de pays affichent toujours une productivité totale des facteurs (PTF), c'est-à-dire l'extrait produit par rapport à toutes les unités d'intrants, inférieure à celle des années 1960 (voir illustration). Les investissements dans la recherche et le développement sont d'une importance capitale pour l'amélioration de la productivité agricole. Ils assurent un rendement de 3 \$ à 6 \$ pour 1 \$ investi.<sup>4</sup>

### Prendre en compte la diversité

Le continent africain comprend différents systèmes d'exploitation agricole aux potentiels et aux défis spécifiques. Par ailleurs, 60 % des exploitations en Afrique subsaharienne disposent d'une superficie inférieure à 1 ha et 20 % d'une superficie comprise entre 1 et 2 hectares, les superficies tendent à diminuer en raison de la croissance démographique. Ces petites superficies d'exploitation connaissent, elles aussi, des défis et des potentiels propres en matière de productivité et de coûts de transaction. Pour satisfaire durablement la demande d'une population croissante, il faut une « intensification durable » de l'agriculture<sup>5</sup> qui inclut également des innovations au niveau des semences, une meilleure efficacité dans l'utilisation des engrais, la mécanisation ainsi qu'une amélioration des infrastructures routières et des TIC. En outre, toutes ces innovations doivent prendre en compte les droits des femmes qui gèrent une grande partie de l'économie agricole.

### Les stratégies et programmes propres à l'Afrique pour le développement agricole et la sécurité alimentaire

La période d'essor économique la plus récente va de pair avec une modification profonde de la politique et des stratégies



Mesures nécessaires, mais insuffisantes : promouvoir un accroissement de la productivité par une intensification durable, en particulier chez les petits exploitants ; assurer la disponibilité des aliments de base.

Mesures suffisantes : éliminer la discrimination et la marginalisation (politique juridique, gouvernance, participation, sécurité) ; éradiquer la « faim silencieuse » par des programmes d'envergure (en particulier des micronutriments pour les femmes et les enfants).

agricoles qui se sont libérées des influences extérieures et des programmes en constante évolution des donateurs. Elles proposent, à présent, un cadre cohérent géré par les pays africains pour la croissance et le développement. Le développement agricole et la sécurité alimentaire occupent une place prioritaire dans l'agenda politique. Le tout dernier accord en la matière, la **Déclaration de Malabo**, a été signé en 2014 au sommet de l'Union africaine de Malabo (Guinée équatoriale) à l'issue de préparations d'envergure. Il réaffirme cette priorité et renforce le processus du **Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA)**. Le PDDAA est le plus important outil du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), un organe de l'Union africaine et LA référence en matière de développement agricole en Afrique. Le PDDAA a été créé par la **Déclaration de Maputo** lors du sommet de l'Union africaine en 2003 dans la capitale du Mozambique. Il s'agit d'un programme-cadre intégré, axé sur l'agriculture et dont l'objectif est de réduire la pauvreté et d'améliorer la sécurité alimentaire. Les gouvernements africains se sont engagés à investir 10 % de leurs dépenses publiques annuelles dans l'agriculture afin d'atteindre une croissance moyenne de 6 % par an dans ce secteur. Quarante-deux (42) des 54 pays ont déjà signé un accord PDDAA. Un grand

nombre d'entre eux ont déjà mis en place plusieurs étapes du processus prévu par le PDDAA qui en compte un total de huit. Dans l'ensemble, les pays africains se sont un peu rapprochés des objectifs fixés. Les investissements dans l'innovation, la recherche et le développement n'ont cependant pas encore atteint le niveau requis alors qu'ils occupent une place essentielle pour l'augmentation de la productivité agricole.

De nouvelles initiatives africaines pour la formation, la science et la technologie sont également au cœur des exigences d'innovation dans le secteur agricole et alimentaire. **L'Agenda scientifique pour l'agriculture en Afrique (S3A)**, publié en 2014, fait partie de ces initiatives. Son objectif est de promouvoir un secteur agricole et alimentaire plus productif et plus efficace, à même d'assurer à la population un approvisionnement suffisant en denrées alimentaires. Cet agenda scientifique est également inclus dans le processus du PDDAA. La **STISA 2024 (Stratégie pour la science, la technologie et l'innovation en Afrique)** est un autre programme important pour renforcer la recherche agricole. Elle entend créer un cadre panafricain permettant de passer à une économie basée sur le savoir et guidée par l'innovation. L'une des priorités de cette stratégie est d'éradiquer la faim et d'assurer la sécurité alimentaire.

### Soutien renforcé des partenaires au développement

Différents partenariats internationaux ont été mis en place afin de lancer les initiatives africaines mentionnées. Ils entendent contribuer à la croissance agricole et à la sécurité alimentaire en Afrique. Il s'agit notamment de **l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA)** créée en 2006, du programme « **Feed the Future** » créé en 2009, de **la Nouvelle Alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition** créée en 2012 à l'occasion du sommet du G8 et de **la Nouvelle Vision de l'agriculture** créée par le Forum



économique mondial. Ces programmes, parmi tant d'autres, s'ajoutent aux milliards d'investissements engagés et ont contribué à un revirement positif de la tendance des investissements parallèlement aux efforts du continent africain. Le programme allemand de coopération de développement et, notamment, l'initiative spécifique « Eine Welt ohne Hunger » (« Un monde sans faim ») devront s'intéresser aux acquis de ces programmes et se rapprocher de ces derniers quand cela est opportun tout en donnant la primauté au renforcement des stratégies africaines afin que leurs effets soient durables.

La société civile africaine joue, bien entendu, un rôle important, avec ses partenaires en Allemagne, dans l'évolution du secteur agricole. De plus en plus de jeunes entrepreneurs africains occupent le devant de la scène. Ils souhaitent modifier le secteur en proposant, par exemple, des prestations d'information sur téléphone portable ou des offres de formation destinées aux jeunes agriculteurs. Ils influencent de plus en plus l'univers des investissements en Afrique. La coopération allemande de formation et de recherche pour renforcer l'économie agricole africaine a été étendue notamment aux domaines du climat et de l'utilisation du sol.

### Pourquoi les solutions du SEWOH doivent-elles se concentrer sur l'innovation en Afrique ?

Le programme « Eine Welt ohne Hunger » (« Un monde sans faim »), SEWOH, voit le jour à un moment où de nombreux pays africains font des progrès dans le domaine de la sécurité alimentaire et de la croissance agricole. Les investissements allemands pour le développement devraient donc se rattacher aux initiatives chapeautées par le PDDAA et déjà mises en place à l'échelle du continent ou des pays afin de garantir la cohérence politique. En outre, l'engagement allemand devrait réunir les forces spécifiques

à l'Allemagne avec la demande concrète et les besoins latents des pays africains comme cela peut être le cas avec la formation professionnelle des agriculteurs, l'optimisation des chaînes de valeur, les modèles de coopération, la recherche agricole et le développement technologique.

**Critères :** nous proposons ici des critères pour l'orientation stratégique des investissements allemands pour le développement en Afrique. Ils coïncident avec les directives pour des partenariats de développement efficaces (par exemple : les principes d'Accra), en particulier en ce qui concerne la fonction d'orientation par les pays africains partenaires. Concrètement, ces critères soulignent le renforcement des potentiels et l'efficacité afin d'éradiquer la faim et la malnutrition. De manière générale, les pays présentant les caractéristiques ci-dessous doivent être les premiers à bénéficier d'investissements :

- 1. une productivité en bonne voie :** des progrès dans l'augmentation de la productivité agricole durable et basée sur l'innovation, mesurés par des indices de productivité et une promotion de l'innovation,
- 2. un soutien politique significatif :** engagement politique pour une croissance agricole durable, mesuré à l'avancée dans le processus du PDDAA et aux dépenses publiques,
- 3. une meilleure nutrition nécessitant cependant encore une amélioration :** les mesures contre la faim et la malnutrition sont placées en haut de l'agenda ; des progrès peuvent être identifiés, illustrés par exemple par une baisse de la malnutrition ; les besoins restent cependant élevés, en comparaison notamment avec l'indice mondial de la faim.

Ces trois critères ainsi que les indicateurs qui les accompagnent permettent d'identifier les axes prioritaires possibles comme le montre le tableau 1.



Tableau 1 : analyse des possibilités des pays dotés de centres d'innovation verte et autres pays africains (les pays dotés de centres d'innovation sont indiqués en gris)<sup>1</sup>

Rank	Pays	(1) Note potentiel production		(2) Note engagement politique			(3) Note faim et progrès		Total
		% note croissance agricole	% note innovation	% note dépenses pour l'agriculture	% note investissements en innovation	% note progrès en matière de politique agricole	% note du problème de la faim à résoudre	% note progrès dans l'éradication de la faim	
		Index : nombre d'années avec une croissance agricole > 6 % (2005-2014) <sup>2,5</sup>	Index : Evolution de la PTF en % (2001-2008) <sup>3,6</sup>	Index : nombre d'années avec des dépenses publiques pour l'agriculture > 10 % (2005-2014) <sup>2,5</sup>	Index : part des dépenses pour la recherche et le développement dans le PIB agricole (2005-2011) <sup>4,7</sup>	Index : nombre d'étapes du PDDAA achevées (% du maximum de 8 étapes) <sup>5</sup>	Index : valeur de l'indice mondial de la faim (2014) <sup>3,8</sup>	Index : diminution de la part des malnutris (2001-2011) <sup>3,9</sup>	
1	<b>Éthiopie</b>	70	60	80	26	100	100	100	78
2	Mozambique	70	60	20	43	88	100	100	72
3	Sierra Leone	80	100	0	22	50	100	100	71
4	<b>Kenya</b>	70	100	0	100	75	60	60	68
5	Niger	60	100	40	0	63	100	60	65
6	<b>Malawi</b>	50	100	90	78	88	30	30	63
7	Sénégal	50	30	0	81	88	30	100	54
8	Congo (Brazzaville)	50	100	0	97	13	60	30	52
9	<b>Mali</b>	40	60	60	61	63	30	60	52
10	<b>Zambie</b>	20	100	30	38	63	100	0	51
11	Tanzanie	50	60	0	51	100	60	30	50
12	Burundi	10	0	0	64	63	100		49
13	Angola	60		0	0	13	60	100	48
14	<b>Bénin</b>	20	60	0	53	100	0	100	47
15	Rwanda	60	0	0	61	75	30	100	47
16	<b>Ghana</b>	20	100	0	62	88	0	60	47
17	<b>Burkina Faso</b>	40	0	40	39	88	60	60	45
18	Soudan	10	30	0	25	13	100		(44)
20	Ouganda	50	0	0	100	75	60	30	43
22	Zimbabwe	50	0	60	48	13	60	60	42
24	<b>Nigéria</b>	40	60	0	33	63	30	30	37
26	Madagascar	10	30	40	21	13	100	30	37
27	Libéria	50	0	10	47	50	60	30	35
29	<b>Togo</b>	40	0	0	43	75	30	60	35
30	Gambie	30	0	0	82	50	30	60	35
31	Côte d'Ivoire	30	30	0	49	75	60	0	34
32	<b>Cameroun</b>	10	30	0	0	25	30	100	31
35	Tchad	40	0	0	14	13	100	0	26
40	Congo DRC	40	0	0	17	63			23
41	<b>Tunisie</b>	40		0	0	0	0	0	13

<sup>1</sup> Les colonnes (1), (2) et (3) représentent chacune un groupe. Les indicateurs sont pondérés de la même manière au sein des groupes. Le total correspond à la moyenne des 3 groupes intégrés en y appliquant le même coefficient. Les données manquantes sont ignorées. Ainsi, si des données manquent, par exemple, pour un indicateur du groupe (1), l'autre indicateur entre à 100 % (au lieu de 50 %) dans la note du groupe (1).

<sup>2</sup> Nombres d'années au cours desquelles l'objectif de croissance ou de dépenses a été atteint en le comparant au nombre total d'années de la période d'observation (succès relatif en %).

<sup>3</sup> Quatre (4) catégories ont été créées pour ces indicateurs. Le classement dans ces catégories s'appuie sur les quartiles de pays. Le plus mauvais quartile correspond à un score de 0, le 2<sup>e</sup> à un score de 30, le 3<sup>e</sup> à un score de 60 et le meilleur quartile à un score de 100.

<sup>4</sup> La note correspond à 100 lorsqu'au moins 1 % du PIB agricole a été dépensé pour la recherche et le développement. Remarque : les cellules vides indiquent l'absence de données ; elles ne sont pas prises en compte pour le classement.

Sources :

<sup>5</sup> www.resakss.org ; <sup>6</sup> Fuglie & Rada (2011) ; <sup>7</sup> www.asti.cgiar.org/data ; <sup>8</sup> Indice mondial de la faim 2014 (Grebmer et autres, 2014) ; <sup>9</sup> www.fao.org





## Dans quels pays et dans quoi s'engager

La question de savoir où investir est examinée ici via une analyse par pays. Ceux qui ont beaucoup avancé dans le processus PDDAA doivent être favorisés, car il s'agit là d'un signe de soutien politique. Par ailleurs, le processus requiert une analyse des différents secteurs agricoles et le développement d'une stratégie, ce qui laisse supposer de meilleures conditions pour les investissements dans l'agriculture. Il est préférable de ne pas soutenir les pays sans stratégie agricole. Ils peuvent toutefois bénéficier d'une aide dans l'élaboration d'une telle stratégie. En outre, le respect de l'objectif de 10 % de dépenses et le niveau d'investissement en R & D peuvent être interprétés comme soutien de l'État. Les progrès de productivité (PTF) peuvent être considérés comme les signes d'un sol propice aux investissements. Ces derniers doivent, de plus, se concentrer sur les pays où l'insécurité alimentaire et la pauvreté connaissent toujours de graves problèmes. Cependant, les succès récents dans le combat contre la faim doivent, ici aussi, être vus comme des indices de l'action du gouvernement concerné et donc être soutenus par des investissements.

À l'échelle de ces critères, l'Éthiopie, le Mozambique, la Sierra Leone, le Kenya, le Niger, le Malawi, le Sénégal, le Congo Brazzaville, le Mali et la Zambie occupent les dix premières places des pays adaptés aux investissements. Ils ont tous déjà signé un accord PDDAA. Cinq d'entre eux disposent de centres d'innovation verte : l'Éthiopie, le Kenya, le Malawi, le Mali et la Zambie.

En ce qui concerne le « comment ? », les critères à retenir devraient inclure une bonne gouvernance, des coûts de transaction relativement faibles pour l'ensemble des investissements, des processus financiers irréprochables et l'éradication de tout détournement de fonds. Des principes de partenariat ainsi que des systèmes de monitoring et d'évaluation doivent être mis en place afin de

mesurer les progrès des objectifs communs. Les commissions d'évaluation indépendantes créées par l'AGRA pour mesurer le potentiel d'investissement peuvent servir de modèle.

La question du « dans quoi investir ? » trouvera des réponses par le biais des effets sociaux et économiques attendus, en particulier de l'incidence sur la diminution de la faim et des retombées positives sur les revenus et le marché du travail pour les petits agriculteurs, en général dans les régions rurales et en particulier chez les jeunes. Les investissements doivent présenter un potentiel d'extrapolation afin de maximiser les effets.

Si ces critères sont respectés sans être interprétés comme des prescriptions strictes, les investissements allemands dans le développement de l'agriculture et de la sécurité alimentaire en Afrique pourront apporter une contribution conséquente dans les huit champs d'action de la charte du futur et avoir une influence positive globale sur l'agenda africain, dans la ligne droite des objectifs de développement durable des Nations unies.

## Notes

1 Le présent résumé s'appuie sur une étude panafricaine complète (Husmann, von Braun, Badiane, Akinbami, Abiodun, Virchow, 2015) et 12 dossiers nationaux dont disposent le ministère fédéral de la coopération économique et du développement.

2 Kimenyi, M., Adibe, J., Djiré, M, Jirgi, A., Kergna, A., Deressa, T. et Westbury, A (2014) « The Impact of Conflict and Political Instability on Agricultural Investments in Mali and Nigeria », Brookings Africa Growth Initiative Working Paper 17

3 Badiane, O., Collins, J., Diao, X. et Ulimwengu, J. (2015) « Economic Recovery in Africa and its Determinants », in *Beyond a Middle Income Africa: Achieving Economic Growth with Rising Employment and Incomes*, éd. O. Badiane et T. Makombe, ReSAKSS Annual Trends and Outlook Report, Washington D.C.: IFPRI, Institut international de recherche sur les politiques alimentaires.

4 Fuglie, K. et Rada, N. (2013) « Resources, Policies, and Agricultural Productivity in Sub-Saharan Africa », USDA-ERS Economic Research Report, n° 145.

5 The Montpellier Panel (2013) « Sustainable Intensification: A New Paradigm for African Agriculture » Londres.



# PARTIE B ÉTUDES DE CAS

## Liste des études de cas

Bénin	10	Malawi	28
Burkina Faso	13	Mali	31
Cameroun	16	Nigeria	33
Éthiopie	19	Togo	36
Ghana	22	Tunisie	39
Kenya	25	Zambie	41

Le présent résumé des dossiers nationaux rédigés pour les douze pays africains dotés de centres d'innovation verte s'appuie sur des analyses complètes disponibles en anglais et jointes au présent rapport.

Chaque résumé débute par une introduction sur le secteur agroalimentaire avant d'en expliquer les potentiels puis d'évaluer les conditions spécifiques formant le cadre des investissements agricoles (1.2). La section 1.3 présente les stratégies agricoles du pays concerné. Et la dernière partie (1.4) énumère les possibilités de coopération spécifiques à l'aide allemande au développement. Ces propositions reposent sur une analyse de différents facteurs qui mettent en évidence le potentiel de divers produits et chaînes de valeur pour l'éradication de la faim et pour le progrès agricole. Les facteurs analysés, présentés et abordés en détail dans les dossiers sont les suivants : (1) « l'avantage comparatif ouvert » d'un pays pour un produit donné, soit pour quels produits un pays bénéficie d'un avantage commercial ; (2) l'écart entre le rendement actuel et le rendement potentiel possible (« yield gap »), soit pour quels

produits les innovations pourraient générer une augmentation forte du rendement ; (3) l'augmentation moyenne du rendement de différents produits (en situation normale) sur les dix dernières années, ce qui met en lumière les produits pour lesquels un « mouvement » est déjà visible et des innovations pourraient se raccrocher judicieusement aux évolutions positives existantes ; (4) la proportion en quantité revenant à un produit donné issu du pays dans l'offre totale dans ce même pays : ce facteur indique quel rôle une certaine production joue sur le marché intérieur et à quel niveau d'auto-provisionnement ce produit est associé.

Toutes les sources de données et la bibliographie sont indiquées dans les dossiers nationaux détaillés et ne sont pas citées dans le présent résumé pour des raisons de concision. Les équipes d'auteurs à l'origine des études de cas sont énumérées dans les dossiers nationaux détaillés (version anglaise). Ces dossiers seront actualisés dans la poursuite de la recherche d'accompagnement du ZEF et doivent donc être considérés comme des documents vivants.



# BÉNIN

## 1. Situation initiale dans le secteur agroalimentaire

Le Bénin est un pays côtier en Afrique de l'Ouest. Il compte 10,6 millions d'habitants dont 61 % vivent en milieu rural. Le secteur agricole contribue à 32,7 % au produit intérieur brut et à 75 % aux recettes à l'export. Environ 70 % de la population travaillent dans l'agriculture. Pour les chaînes de valeur verte, ce sont les chaînes de valeur du riz, du soja et de la volaille qui ont été sélectionnées. Le riz est le plus important produit d'importation, mais aussi d'exportation du Bénin. Il représente plus de 50 % des volumes importés et 30 % de la valeur importée, tandis que la volaille représente 6,4 % des volumes importés et 14,6 % de la valeur importée. En ce qui concerne la valeur exportée, le riz et la volaille sont très proches l'un de l'autre avec 5,6 % et 4,4 %. Le commerce extérieur des produits à base de soja est négligeable. Les autres chaînes de valeur importantes sont celles du maïs, de l'ananas et des noix de cajou.

Le système national béninois de recherche agricole se compose des centres de recherche de l'Institut national des recherches agricoles du Bénin (INRAB), d'universités, de laboratoires privés et d'organisations non gouvernementales axées sur la recherche. Organisme scientifique et technologique public financièrement indépendant, l'INRAB joue ici un rôle de coordinateur. En outre, diverses agences et institutions internationales sont également présentes au Bénin. Il existe aussi des organismes de recherche privés qui ont fortement contribué au développement et à la diffusion

d'innovations. Un service de conseil couvrant tout le territoire est assuré par le système du conseil agricole du Bénin qui ne connaît pas de services de conseil privés. Le pays compte des plates-formes d'innovation ayant pour objectif de faciliter le transfert des résultats de la recherche et des innovations. Par le passé, elles ont permis l'introduction de nouvelles sortes de riz et de nouvelles techniques de production ainsi qu'un meilleur accès aux investissements et au marché.

## 2. Potentiels spécifiques au développement du secteur agricole

Le Bénin connaît un grand potentiel dans le développement des surfaces agricoles. En effet, seuls environ 17 % de l'ensemble des surfaces potentielles sont aujourd'hui exploités et seulement environ 11 % des surfaces possibles pour la culture du riz. Par ailleurs, le climat tropical est également idéal pour la culture de fruits d'exportation. Le gouvernement se dit favorable à une modernisation de l'agriculture et a déjà mis en place différents programmes de soutien, par exemple, pour améliorer la gestion des sols et des autres ressources naturelles, pour un meilleur accès au marché, pour une coordination de la recherche et pour le transfert des innovations agricoles. Le système national de recherche agricole joue ici un rôle porteur. Dans les chaînes de valeur évoquées, des innovations sont enregistrées dans tous les domaines : production, première et deuxième récolte.

Afin d'exploiter le potentiel disponible, les investissements sont nécessaires dans les domaines clés que sont, par exemple,



l'utilisation durable des terres et le développement de formes d'utilisation des terres non conventionnelles en raison des changements climatiques et de la désertification. Le milieu de la recherche doit être consolidé et le budget augmenté. Les petits agriculteurs doivent pouvoir accéder plus facilement aux informations et aux innovations. Enfin, le secteur privé doit être renforcé et intégré aux processus de recherche et de développement dans les domaines où l'on peut s'attendre à ce que des ressources propres au secteur soient investies. Bien que le Bénin ait déjà mené à bien les huit étapes du processus du PDDAA, les autres indicateurs de développement sont plutôt à considérer comme faibles : entre 2005 et 2014, le Bénin a seulement réussi sur 2 ans à atteindre une croissance agricole annuelle de plus de 6 %, le niveau ciblé par le PDDAA. Sur la même période, il n'a jamais atteint le seuil fixé par le PDDAA d'un investissement dans l'agriculture de plus de 10 % de toutes les dépenses publiques. Entre 2005 et 2011, seul 0,5 % du PIB agricole a été en moyenne investi dans la recherche et le développement agricoles au lieu du taux de 1 % souhaité. La productivité agricole totale des facteurs n'a progressé que de 11 points sur la période 2001-2008. Parallèlement, le pays a toutefois réussi, entre 2001 et 2012, à réduire de 10 points le pourcentage de malnutris chroniques. Néanmoins, le Bénin présente, avec une valeur de 11,2, une malnutrition grave selon l'indice mondial de la faim. Sur la base de ces données, le Bénin est donc considéré comme un pays présentant des potentiels, mais aussi des freins au développement pour les investissements agricoles décisifs pour le progrès. Une amélioration des indicateurs cités reste nécessaire pour que les investissements agricoles engagés à l'avenir au Bénin soient parfaitement efficaces.

### **3. Besoins en contribution pour exploiter les potentiels ; politiques et stratégies du pays**

Le plan stratégique du développement agricole soutient le secteur primaire en visant une sécurité alimentaire durable pour la population et un progrès économique et social du pays pour atteindre, au final, les objectifs du Millénaire pour le développement et une éradication de la pauvreté. Cette stratégie prévoit, entre autres éléments centraux, l'accès à de meilleures semences et de meilleurs investissements, une mécanisation de l'agriculture, un accès facilité au marché, aux savoirs et aux innovations techniques, des droits fonciers, une professionnalisation des exploitations agricoles familiales et la promotion d'activités entrepreneuriales. À long terme, le Bénin entend devenir un pays exportateur de produits agricoles. Cet objectif doit être atteint par une meilleure spécialisation régionale et une diversification de la production agricole. Un renforcement de la recherche agricole et une professionnalisation du secteur par une consolidation du capital humain font également partie de la politique.

### **4. Possibilités efficaces et innovantes de coopération dans le cadre de l'aide allemande au développement**

L'analyse des potentiels des chaînes de valeur permet d'identifier des repères pour les possibilités de coopération de l'aide allemande au développement : le pays possède un potentiel commercial élevé pour les noix de cajou, les tourteaux de graines de coton, l'huile de palme, le sucre et l'ananas. Les chaînes de valeur soutenues par le SEWOH, en particulier le riz et le soja, enregistrent cependant un avantage commercial comparatif négatif. Entre 2005 et 2012, le Bénin a enregistré une forte augmentation de ses recettes annuelles de 14 % pour les poivrons et le piment



et de 6 % pour les noix de cajou, la patate douce, le riz et les légumes. Par ailleurs, le rendement annuel a également augmenté pour le soja. Au Bénin, cette production se situe cependant en dessous de 0,5 % et reste ainsi négligeable. En comparant la part de la production nationale dans l'offre globale au Bénin, les graines de coton, le maïs, les fruits à coque, le millet et le soja occupent une place particulièrement importante. Autre produit SEWOH, la demande en riz n'est, en revanche, couverte qu'à environ 25 % par la production nationale.

Le dossier national (version anglaise) fournit des détails sur les analyses de potentiels.



# BURKINA FASO

## 1. Situation initiale dans le secteur agroalimentaire

Le Burkina Faso est un pays enclavé de l'Afrique de l'Ouest avec un peu plus de 17,5 millions d'habitants. Le secteur agricole représente 30 % du PIB et emploie 85% de la main d'œuvre. Pour les centres agricoles d'innovation de la SEWOH (Initiative Spéciale «Un Monde Sans Faim»), ce sont les chaînes de valorisation du riz et du sésame qui ont été choisies. La production de riz est au centre des stratégies de développement burkinabé pour la sécurité alimentaire. La consommation de riz de la population est en augmentation constante, toutefois, la production nationale ne couvre jusqu'à présent qu'environ 47% des besoins. Depuis 2010, le sésame est devenu un produit d'exportation important. Les autres chaînes de valorisation importantes sont celles du manioc ainsi que des fruits et légumes, et surtout des noix de cajou et du karité. De plus, le coton en tant que principal produit d'exportation a eu, jusqu'en 2009, un rôle important à jouer. Cette chaîne de valorisation conservera son importance, tout en tenant compte du fait que c'est particulièrement la promotion de la production de coton biologique qui a entraîné de 2004 à 2011 une croissance du taux d'emploi et des revenus de la main d'œuvre.

Au Burkina Faso, des organisations nationales et internationales effectuent des recherches dans le domaine des innovations, comme par exemple l'Institut de l'Environnement et des Recherches Agricoles. Jusqu'en 2010, le développement de produits agricoles était basé sur une approche sectorielle. Les premières

expériences sur les chaînes de valorisation et les plateformes d'innovation ont été acquises à travers le projet FARA „Dissemination of New Agricultural Technologies in Africa“. L'utilisation de plateformes d'information a été élargie ensuite. Ces dernières se concentrent, entre autres, sur les chaînes de valorisation des produits d'origine animale, du maïs, de la gestion des eaux de pluie dans la culture céréalière, des semences améliorées, ou dans l'utilisation de pratiques innovantes pour la production de coton.

## 2. Potentiels spécifiques du développement du secteur agroalimentaire

Le plus grand potentiel du Burkina Faso se trouve dans les terres agricoles supplémentaires encore disponibles dont seul un tiers est utilisé jusqu'à présent. De plus, la culture du riz peut être nettement augmentée, car jusqu'à présent seulement 10% des 500 000 ha de basses-terres sont utilisés à cet effet. Par ailleurs, le Burkina Faso jouit d'un avantage compétitif dans le domaine de la production de coton. Grâce à une hausse de la production de fruits et légumes, le pays a pu augmenter la diversité de ses biens d'exportation.

Afin d'exploiter ce potentiel, des engagements dans plusieurs secteurs clés seraient nécessaires. Des investissements fiables dans la recherche et le développement de l'agriculture seraient d'une importance capitale surtout afin de réduire la dépendance de la recherche par rapport aux financements volatils de donateurs. La productivité des petits paysans pourraient être nettement aug-



mentée grâce à la garantie de leurs droits en tant que propriétaires terriens et à un accès simplifié aux crédits. Il y a lieu de renforcer de toute urgence le réseau routier et d'ouvrir des voies d'acheminement vers l'étranger (les ports par ex.) pour faciliter l'accès aux marchés. Grâce à des investissements dans le renforcement des chaînes de valorisation souvent fragmentées jusqu'ici, le Burkina Faso pourrait aussi tout à fait être en mesure de fabriquer des produits transformés et d'accroître ainsi sa valeur ajoutée. D'une manière générale, les efforts de développement au Burkina Faso ne sont actuellement pas encore optimaux. C'est ce que révèlent d'une part les investissements dans le secteur agricole en 2005 et 2014 : c'est uniquement au cours de quatre années que plus de 10% de toutes les dépenses publiques ont été investies dans l'agriculture. Un autre indicateur est que, entre 2005 et 2011, l'investissement dans la recherche et le développement agricoles ne représentait en moyenne seulement 0,4% au lieu du 1% du PIB agricole souhaité. Au cours de cette période (de 2001 à 2008), le Burkina Faso a enregistré une détérioration de 16 points de pourcentage de la productivité totale des facteurs agricoles, le plus mauvais développement en Afrique subsaharienne. Entre 2001 et 2011, le taux de personnes souffrant de malnutrition chronique au Burkina Faso ne s'est amélioré que de 6% et, avec une valeur de 19,9 sur l'index de la faim dans le monde, le statut du pays peut être considéré comme sérieux voir très sérieux. Ce n'est que grâce à une amélioration de ces indicateurs que les investissements agricoles futurs produiront pleinement leur effet au Burkina Faso.

### **3. Besoins en contribution pour exploiter les potentiels ; politiques et stratégies du pays**

En 2010, le Burkina Faso a adopté une nouvelle stratégie de développement : la

„Strategy for Accelerated Growth and Sustainable Development (SCADD)“ qui, pour une période de cinq ans, mise sur des domaines et des chaînes de valorisation prometteurs afin d'obtenir une amélioration à la fois de la croissance et des créations d'emploi grâce à des investissements privés et une production diversifiée de qualité. Les axes prioritaires sont les suivants : promotion de centres de croissance, développement de chaînes de valorisation prometteuses, activités de niche et groupements d'entreprises ainsi que lutte contre la pauvreté par le soutien d'une croissance atténuant cette pauvreté. Concrètement, le gouvernement a développé, en arrière-plan de la politique agricole de la CEDEAO et de la SCADD, le programme “National Rural Sector”. Le but de ce programme est de contribuer à la sécurité alimentaire, à la croissance économique et à la réduction de la pauvreté.

### **4. Possibilités efficaces et innovantes de contribution dans le cadre de l'aide allemande au développement**

En se basant sur l'analyse des potentiels des chaînes de valorisation, quelques points de départ ont pu être identifiés pour des possibilités de collaboration avec l'aide allemande au développement au Burkina Faso : le pays dispose d'un fort potentiel de commercialisation du sésame (choisi par la SEWOH), les graines oléagineuses, les tourteaux de graines de coton, les noix de cajou et la viande de chèvre. Pour ce qui est du riz en tant qu'autre chaîne de valorisation soutenue par la SEWOH, le Burkina Faso ne bénéficie d'aucun avantage comparatif au niveau du commerce international. Pour le sésame et le riz, tout comme pour les patates douces, l'igname et les noix de cajou, de fortes hausses de rendement de 5 à 10%/an ont pu être atteintes entre 2005 et 2012. Ces hausses de rendement continues préfigurent d'autres potentiels d'investissement. La différence entre



les rendements actuels et ceux potentiels est particulièrement haute pour les principales variétés de céréales comme le maïs, le sorgho, le millet et le riz en culture pluviale, mais il existe aussi un potentiel pour des hausses de rendements pour le riz en culture irriguée. Le maïs, les graines de coton, le sorgho, l'igname et la canne à sucre – pour lesquels la production locale dépasse la demande au niveau national – sont particulièrement pertinents mesurés à la part de la production interne dans la totalité de l'offre du pays. En ce qui concerne le sésame et le riz, la demande dans le pays ne peut pas être couverte par la production interne.

Vous trouverez plus de détails sur les analyses de potentiels dans le Country Dossier (version anglaise).





# CAMEROUN

## 1. Situation initiale dans le secteur agroalimentaire

Situé en Afrique centrale, le Cameroun compte près de 23 millions d'habitants. Son surnom d'«Afrique en miniature» lui vient de sa diversité climatique, culturelle et biologique. Le secteur agricole représente 23 % PIB et emploie 53% de la main d'œuvre. En ce qui concerne les centres verts d'innovation, ce sont les chaînes de valorisation du poulet, du cacao, des oignons et des pommes de terre qui ont été choisies. Une forte hausse de la demande intérieure pour le poulet est attendue et le secteur jouit d'une grande protection à l'importation. Contrairement à d'autres produits exportés, le cacao est uniquement produit par de petits paysans et s'avère être surtout une source de revenus pour les groupes de population des régions forestières. D'autres chaînes de valorisation importantes sont celles du manioc, de la banane plantain, des légumes, du maïs, du riz, des pommes de terre et de des patates douces en tant que denrées alimentaires – tout comme les bananes, le coton, le café, le caoutchouc, le palmier à huile et l'ananas pour l'export. La plus grande partie du besoin en viande est couvert par les bœufs et les poules.

L'Institute of Agricultural Research for Development procède à des programmes publics de recherche dans le domaine de l'agriculture depuis 1996. Le secteur privé national et international au Cameroun effectue également de la recherche appliquée. Des services de consultation en agriculture sur tout le territoire sont proposés presque uniquement par des institutions publiques, soutenus par des

projets d'entreprises privées et des organisations non-gouvernementales. Les plateformes d'innovation sont largement utilisées dans le secteur agricole. Elles se concentrent en grande partie sur des régions précises du pays et traitent entre autres de bananes et bananes plantains, de riz, chèvres et de manière générale de production, de transformation et de commercialisation.

## 2. Potentiels spécifiques du développement du secteur agroalimentaire

Le plus grand potentiel du Cameroun se trouve dans les terres fertiles, qui couvrent 25% du pays mais dont une grande partie n'est pas encore utilisée pour l'agriculture. L'approvisionnement suffisant en eau, la main d'œuvre nombreuse et les grands marchés d'Afrique centrale et du Nigeria représentent des avantages supplémentaires. Des succès dans l'accroissement de la productivité agricole ont été enregistrés au cours des dernières années, en particulier dans la chaîne de valorisation du manioc grâce à la culture et à la multiplication de plants de haute qualité, sains, non contaminés ainsi que grâce à des améliorations dans la chaîne de production. D'une manière générale, de meilleures variétés de céréales et légumes secs ont été développés, ce qui a mené à une nette hausse de la culture de ces variétés. Afin d'exploiter ce potentiel, des investissements dans plusieurs secteurs clés seraient nécessaires. Il faudrait, d'une part, éliminer les pénuries au niveau de la production des principales plantes, y compris le manioc, le riz, la banane plantain, le maïs, la pomme de terre et la canne à sucre. La dépendance par rapport au riz



d'importation notamment est encore grande. La productivité des petits paysans est faible et pourrait être nettement augmentée grâce à un meilleur accès à des inputs (tels que de l'engrais, des pesticides et des semences améliorées), des crédits et des machines (tels que des tracteurs ou des machines pour décortiquer le riz). Grâce à des investissements dans le renforcement des chaînes de valorisation, le pays pourrait à l'avenir être également en mesure de fabriquer des produits transformés et d'augmenter ainsi sa valeur ajoutée nationale globale. Des investissements dans le stockage et la commercialisation de produits en font aussi partie. Par ailleurs, il semble être urgent d'étendre le réseau routier pour améliorer l'accès aux marchés. Le système national de recherche pourrait être renforcé de manière significative par des aides financières et des coopérations de recherche avec des partenaires régionaux et internationaux afin d'accroître les capacités locales pour les innovations.

En se basant sur l'analyse des pays, les prévisions de développement sont limitées : le Cameroun a achevé seulement deux des huit étapes du processus du PDDAA, le pays n'a pu atteindre qu'au cours d'une seule année entre 2005 et 2014 l'objectif du PDDAA d'une croissance agricole de minimum 6%/an. De même, le Cameroun n'a jamais investi dans la période située entre 2005 et 2014 plus de 10% de toutes les dépenses publiques dans l'agriculture. Le développement faiblement positif de la productivité totale des facteurs agricoles de 7 points de pourcentage entre 2001 et 2008 peut être considéré comme signe des sous-investissements relatifs dans la recherche et le développement agricoles. Même si la situation alimentaire au Cameroun s'est améliorée de 18% entre 2001 et 2011, l'index de la faim dans le monde se trouve à 12,6 et signale par là un niveau de gravité sérieux. Le Cameroun est ainsi considéré comme un pays avec des potentiels mais

aussi avec des obstacles au développement pour les investissements agricoles pertinents pour le développement.

### **3. Besoins en contribution pour exploiter les potentiels ; politiques et stratégies du pays**

En se concentrant sur la modernisation, la sécurité alimentaire, la diversification des exportations et la transformation, la „National Agricultural Policy“ définit le cadre politique du secteur agricole au Cameroun. Par ailleurs, un plan d'investissements adopté en 2014 prévoit jusqu'en 2020 des investissements d'un montant de 3,35 billions FCFA (env. 5 milliards euros). Ses axes prioritaires sont les suivants : développement du secteur agricole, amélioration de l'infrastructure de production et de l'accès aux marchés financiers, utilisation durable des ressources naturelles ainsi que Capacity building pour la collaboration et le développement ruraux. Concrètement, le gouvernement s'est fixé l'objectif de former 30 000 agriculteurs dans 35 centres de formation agricole répartis sur le territoire.

En outre, le Cameroun poursuit la «Vision 2035», dont l'objectif est une «révolution agricole» qui devrait mener à un accroissement significatif de la productivité et à une intensification agricole ainsi qu'à un changement des structures des propriétés foncières pour réduire ainsi la pauvreté à moins de 10%.

### **4. Possibilités efficaces et innovantes de contribution dans le cadre de l'aide allemande au développement**

L'analyse de potentiels des chaînes de valorisation au Cameroun indique quelques points de départ pour des collaborations futures avec l'aide allemande au développement : les plus grands potentiels commerciaux du



Cameroun se trouvent principalement dans le pyrèthre et le cacao tout comme dans les bananes, le caoutchouc et le coton. Mis à part le cacao, les autres chaînes de valorisation soutenues par la SEWOH ne représentent aucun avantage commercial comparatif pour le Cameroun. Dans la période située entre 2005 et 2012, le cacao a toutefois à peine obtenu de hausses de rendement. Les oignons (22%), le riz (16%), les tomates (12%) et les bananes (11%) sont les chaînes de valorisation qui connaissent de nettes hausses de rendement annuelles durant cette période. En plus du cacao, les produits agricoles spécialement pertinents au Cameroun sont les suivants : haricots, sorgho, bananes et racines comestibles.

Vous trouverez plus de détails sur les analyses de potentiels dans le Country Dossier (version anglaise).



# ÉTHIOPIE

## 1. Situation initiale dans le secteur agroalimentaire

L'Éthiopie est un pays enclavé en Afrique de l'Est et compte environ 96,5 millions d'habitants. Le secteur agricole contribue à 42 % au produit intérieur brut et emploie 79 % de la main-d'œuvre. Le sol et les conditions climatiques favorisent la culture de produits agricoles très variés. Malgré cela, l'insécurité alimentaire, la faim et la malnutrition sont encore très présentes dans de grandes parties de l'Éthiopie. Les causes en sont, par exemple, la sécheresse ou les inondations. Cependant différents facteurs systémiques tels que la dégradation de l'environnement, une agriculture peu technicisée, un manque d'emploi et une pression démographique forte entretiennent aussi considérablement cette problématique. Pour les centres d'innovation verte, ce sont les chaînes de valeur du blé et des féveroles (légumineuses) qui ont été sélectionnées. Ces légumineuses sont cultivées dans tout le pays et représentent une source fiable de protéines dans l'alimentation des petits agriculteurs. En outre, cette production se place en 3e position dans les exportations éthiopiennes de produits agricoles et influence ainsi positivement le bilan économique du pays. On notera ici qu'une augmentation mineure de la production suffirait déjà pour amplifier sensiblement cet effet. D'autres chaînes de valeur importantes concernent le teff, le maïs et certains produits animaux qui, à l'exception du cuir, se cantonnent à un rôle national. Par ailleurs, l'Éthiopie est le plus grand producteur de café en Afrique. Sa culture rapporte au pays la plus grande part

de ses bénéfiques à l'export.

Différentes institutions nationales et internationales telles que le ministère de l'agriculture ou la FAO soutiennent l'agriculture éthiopienne par le biais de la recherche. La recherche et le développement sont cependant dominés par le gouvernement éthiopien ; le secteur privé reste sous-représenté. Néanmoins, la contribution de l'Ethiopian Institute of Agricultural Research dans l'augmentation de la productivité agricole, par exemple, a été faible jusqu'ici à l'échelle nationale. Des améliorations sont toutefois à constater dans l'évolution de l'agriculture sous la forme de modernisation des produits agricoles, d'une meilleure gestion des ressources naturelles, d'une meilleure utilisation des intrants par les agriculteurs et du développement de capacités professionnelles. Les plates-formes d'innovation trouvent une utilisation large dans le secteur agricole. Elles se concentrent, en majorité, sur l'éradication de la faim et de la pauvreté en assurant la disponibilité des aliments de base, en s'adaptant à l'évolution des conditions climatiques et en utilisant les savoirs traditionnels. Elles visent aussi à promouvoir une technicisation renforcée ainsi qu'une meilleure gestion de l'agriculture.

## 2. Potentiels spécifiques au développement du secteur agricole

L'Éthiopie dispose d'énormes ressources : une grande diversité, une vaste surface de sol fertile, un soutien politique à l'agriculture et un service de conseil agricole bien structuré. La collaboration étroite entre les instituts de recherche nationaux et internationaux, d'une



part, et le gouvernement, d'autre part, a permis d'obtenir déjà des succès considérables en sécurité alimentaire.

L'Éthiopie présente des évolutions prometteuses à de nombreux niveaux. Sur une période de 10 ans, le pays a ainsi enregistré 7 années de croissance agricole annuelle supérieure à 6 %, le niveau ciblé par le PDDAA. La productivité agricole totale des facteurs a progressé de 10 points entre 2001 et 2008. Le gouvernement affiche une grande volonté d'investir dans l'agriculture et a déjà mené à bien les huit étapes du processus du PDDAA. Toutefois, il n'engage que 0,3 % du PIB agricole pour la recherche et le développement au lieu du taux de 1 % souhaité tout en ayant investi cependant, sur huit années entre 2005 et 2014, plus de 10 % de toutes ces dépenses publiques dans l'agriculture. Le pourcentage de malnutris chroniques a pu baisser de 19 points entre 2001 et 2011. Malgré cela, l'Éthiopie présente toujours une valeur de 24,4 selon l'indice mondial de la faim, ce qui atteste un niveau alarmant de malnutrition.

### **3. Besoins en contribution pour exploiter les potentiels ; politiques et stratégies du pays**

Afin d'exploiter les potentiels du secteur agricole, l'Éthiopie suit depuis 1995 une stratégie générale de développement axée sur l'agriculture. Des mesures concrètes ont été définies dans le « Growth and Transformation Plan 2 » datant de 2015 et se fixant pour priorité d'éradiquer la pauvreté, l'agriculture jouant un rôle central (notamment le développement de la chaîne de valeur du blé).

Le pays compte d'autres stratégies nationales importantes : la « Rural Development Policy and Strategy », le « Plan for Accelerated and Sustained Development to Reduce Poverty », la « Food Security Strategy » et le « Climate Change National Adaptation Programme of Action (NAPA) ».

De manière générale, ces stratégies entendent faire évoluer l'agriculture grâce à une amélioration des capacités, une utilisation optimisée de la main-d'œuvre, des formes adaptées d'utilisation des terres, une intégration de la spécialisation et de la diversification ainsi que du développement agricole et rural.

Par ailleurs, la commercialisation doit être améliorée et le lien entre la recherche, les systèmes de conseil et les agriculteurs doit être renforcé afin de promouvoir l'utilisation de nouvelles technologies.

### **4. Possibilités efficaces et innovantes de coopération dans le cadre de l'aide allemande au développement**

Les évolutions positives constatées en Éthiopie permettent d'identifier de nombreux repères pour les possibilités de coopération de l'aide allemande au développement. Voici quelques critères et certains produits y correspondants : le potentiel commercial est particulièrement élevé pour le sésame, la viande de chèvre, les fruits, les légumes, les oléagineux et pour les féveroles dont la chaîne de valeur a été sélectionnée par la SEWOH pour les centres d'innovation verte. En ce qui concerne le blé, l'Éthiopie ne bénéficie d'aucun avantage comparatif dans le commerce international. Les plus grandes augmentations de rendement ont surtout concerné, depuis 2005, la patate douce, l'igname, le pois chiche, la pomme de terre et le maïs. Sur la même période, les produits du SEWOH, à savoir les féveroles et le blé, ont également pu enregistrer une progression de leur rendement de respectivement 7 et 5 %. En Éthiopie, l'écart entre le rendement actuel réel et le rendement potentiel est particulièrement élevé pour les cultures non irriguées du maïs, du sorgho, du blé et du millet. En comparant la part de la production nationale dans l'offre globale dans le pays, le maïs, les petits pois, les pois et d'autres sortes de



céréales occupent une place particulièrement importante. Leur production dépasse même la demande locale. Par ailleurs, plus de  $\frac{3}{4}$  de la demande nationale en blé sont produits en Éthiopie.

Le dossier national (version anglaise) fournit des détails sur les analyses de potentiels.



# GHANA

## 1. Situation initiale dans le secteur agroalimentaire

Le Ghana est un pays d'Afrique de l'Ouest avec une population d'un peu plus de 27 millions d'habitants. L'agriculture contribue à env. 30% du PIB et emploie la moitié de la population active. Les petites exploitations agricoles d'une surface de 1,2ha en moyenne constituent 80% de l'agriculture. Un des grands problèmes du pays est un déséquilibre marqué sud-nord au niveau socio-économique, ce déséquilibre est le point de départ de nombreux projets et stratégies de développement. En ce qui concerne les centres verts d'innovation, ce sont les chaînes de valorisation du maïs, du riz et de l'ananas qui ont été choisies. Le maïs est la principale céréale du Ghana et le deuxième aliment de base du pays après le manioc. Pour plus d'un million de familles de petits paysans, la production de maïs est la principale source de revenus. Le riz est en train de devenir une denrée alimentaire de plus en plus importante. Des travaux sont en cours pour obtenir des variétés améliorées afin de couvrir les besoins du pays. En ce qui concerne les chaînes de valorisation de l'ananas, en plus de l'export, la transformation locale en jus s'avère avoir un haut potentiel, mais les entreprises manquent cependant de matière première. Le soja, les fruits et légumes, l'huile de palme et le cacao ainsi que le manioc constituent les autres chaînes de valorisation ; le manioc quant à lui étant transformé en différents produits d'importance locale (gari, amidon, fourrage).

Le Council for Scientific and Industrial Re-

search est le principal organisme de recherche agricole auquel 13 instituts de recherche sont rattachés. Par ailleurs, quelques universités ont également des capacités correspondantes dans le domaine des sciences agroalimentaires. Les services de consultation en agriculture sont organisés, pour la plupart, de manière centralisée depuis le ministère de l'agriculture. Il y a toutefois de plus en plus d'efforts réalisés pour la décentralisation en attribuant de plus grandes responsabilités au niveau des districts. Des plateformes d'innovation sont présentes dans le pays et sont nées à l'initiative de différents programmes. Elles traitent de produits tels que le riz, le maïs, le palmier à huile, et aussi de problématiques telles que le changement climatique ou le transfert de technologies.

## 2. Potentiels spécifiques du développement du secteur agroalimentaire

Le potentiel de développement du Ghana dans le secteur agricole réside dans le développement de variétés de fruits délaissés jusqu'à présent, les noix de cajou et le karité ainsi que dans le renforcement du traitement du manioc qui peuvent entrer en ligne de compte en tant que produit à l'exportation. Il existe par ailleurs une grande demande pour le poisson et la viande de pintade. Les investissements du gouvernement pour l'amélioration des systèmes de consultation ainsi que des infrastructures (rues, électricité, irrigation) font partie des signaux positifs des dernières années. La mise à disposition de micro-crédits et de subventions pour les semences, les engrais et les filets de pêche



a également mené à des innovations. Les concours d'innovation et les Local Innovation Support Funds ont joué ici un rôle important et exemplaire. Tout comme les autres pays africain, le Ghana dépend en grande partie de l'importation de riz. Le développement de variétés locales très productives de maïs et de riz ainsi qu'un soutien des industries de transformation seraient une contribution importante à l'accroissement de la valeur ajoutée nationale. Dans plusieurs domaines, le Ghana fait preuve de développements très prometteurs. Le pays a pu atteindre sept des huit étapes du processus du PDDAA et la productivité totale des facteurs agricoles a connu une amélioration de 16 points de pourcentage, ce qui se situe au-dessus de la moyenne africaine. Par contre, entre 2005 et 2014, le Ghana n'a atteint que durant deux années une croissance agricole dépassant les 6%/an visés par le PDDAA et n'a investi durant aucune année au cours de cette période plus de 10% de toutes les dépenses publiques dans l'agriculture. De plus, le gouvernement n'utilise que 0,6% du PIB agricole pour la recherche et le développement au lieu du 1% souhaité. Le pourcentage des personnes atteintes de malnutrition chronique au Ghana a pu être réduit entre 2001 et 2011 de 10 points de pourcentage. Le Ghana a une valeur de 7,8 sur l'index de la faim dans le monde, ce qui démontre un niveau modéré de gravité pour la malnutrition. Avant le processus du PDDAA, le pays avait déjà investi dans l'agriculture et avait pu diminuer ainsi le nombre de personnes souffrant de malnutrition chronique de près de 45% en 1990-92 à 17% en 2000-20002. Le Ghana est donc en principe un pays très prometteur pour ce qui est des investissements agricoles, toutefois, les investissements agricoles ayant pour but d'éliminer la faim et la pauvreté au Ghana ne sont que d'une importance capitale limitée.

### **3. Besoins en contribution pour exploiter les potentiels ; politiques et stratégies du pays**

Le principal document pour déterminer le cadre politique du développement agricole du Ghana est le „Ghana Shared Growth and Development Agenda II (2014-2017)“. Il met l'accent sur l'importance des investissements dans la compétitivité du secteur privé, l'accélération du développement agricole ainsi que dans la gestion des ressources naturelles. L'agenda accorde également une grande importance à une meilleure infrastructure, à un renforcement du capital humain et à la création d'emploi tout comme à un gouvernement transparent, responsable et efficace. Il est soutenu par la „Food and Agriculture Sector Development Policy (2009-2015)“ dans laquelle le renforcement du secteur agricole par la création de chaînes de valorisation est particulièrement thématiqué. Afin de surmonter la disparité sud-nord, le gouvernement a développé l'initiative à long terme (2010-2030) de „Savannah Accelerated Development Initiative“, et a créé la Savannah Accelerated Development Authority.

### **4. Possibilités efficaces et innovantes de contribution dans le cadre de l'aide allemande au développement**

Le Ghana et l'Allemagne jouissent d'une très longue relation en ce qui concerne l'aide au développement. En s'appuyant sur les chaînes de valorisation déjà développées par le passé (chili, maïs, mangue, ananas, agrumes, pintade, agouti, poisson et caoutchouc), des possibilités de collaboration apparaissent sur la base de l'analyse des potentiels des chaînes de valorisation : le pays dispose d'un fort potentiel de commercialisation du cacao, des noix de cajou, du café, de l'ananas et des huiles végétales. Les produits SEWOH tels que le maïs et le riz présentent des inconvénients comparatifs dans le commerce. À l'égard des





hausse annuelle de rendement entre 2005 et 2012, il faut alors considérer les ananas, les noix de coco, les oranges, les haricots et les arachides comme les produits prometteurs. Les hausses de rendement pour le maïs et le riz sont, quant à elles, très faibles. Les différences entre les rendements actuels et ceux potentiels sont pertinentes pour toutes les cultures, mais sont surtout assez fortes pour le millet, le riz et le maïs. La banane plantain, le millet, le sorgho, la patate douce, les racines comestibles et le maïs sont particulièrement pertinents mesurés à la part de la production interne dans la totalité de l'offre du pays.

Vous trouverez plus de détails sur les analyses de potentiels dans le Country Dossier (version anglaise).



# KENYA

## 1. Situation initiale dans le secteur agroalimentaire

Le secteur agricole joue un grand rôle dans l'économie kényane. Plus de 40% de la population vit de l'agriculture, et plus de 70% dans les zones rurales. Le secteur représente environ 18% de l'emploi formel et assure la subsistance à une grande partie de la jeune population. Durant la dernière décennie, les taux de croissance de l'agriculture étaient très variables avec, entre autres, un point très bas provoqué par une forte sécheresse avec -4,1% de croissance en 2008. Depuis, l'agriculture s'est toutefois remise et enregistre à nouveau des taux de croissance positifs. Ce sont surtout la forte demande intérieure pour divers produits et un export revigoré pour des produits comme le café, les fleurs, les fruits et légumes qui y ont contribué.

Malgré les efforts déjà entrepris, les plus grands défis restent surtout l'accroissement de la productivité dans les sous-secteurs importants, les améliorations en gestion de territoire et de ressources, l'amélioration de l'accès au marché et au commerce, une participation accrue du secteur privé, des réformes institutionnelles tout comme une coordination renforcée de la recherche et du transfert de technologies. Les efforts les plus récents pour rendre le secteur agricole plus productif sont visibles dans le plan d'investissement à moyen terme du gouvernement du Kenya, plan en accord avec le PDDAA. Il tient compte de la diversité agricole et prévoit des investissements dans divers domaines stratégiques, comme par exemple l'amélioration de la productivité, de

la commercialisation et de compétitivité ; un engagement renforcé du secteur privé ; une gestion durable du territoire et des ressources ; une réforme des systèmes de consultation agricoles ; une amélioration de l'accès au marché et au commerce ; une coordination et un déploiement efficaces.

Les principaux produits agricoles du Kenya sont le maïs, le blé, les tubercules (pommes de terre et patates douces), le manioc, les fruits, les bananes et bananes plantains, les légumes et les légumes secs. De plus, il existe une production considérable de thé et de café ainsi qu'une quantité non négligeable de bétail. En ce qui concerne les centres verts d'innovation, ce sont les chaînes de valorisation du lait et de la patate douce qui ont été choisies.

Le système national d'innovation est composé de quelques organismes kényans de recherche, p.ex. la Kenya Agricultural and Livestock Research Organization (KALRO) ou d'universités et d'instituts de recherche internationaux implantés au Kenya. 10 des 15 centres du GCRAI mènent actuellement des projets au Kenya. Le FARA a en outre créé 13 plateformes d'innovation dans le pays qui traitent des différentes chaînes de valorisation, notamment celles du maïs riche en protéines et des patates douces enrichies en vitamine A.

D'une manière générale, le Kenya laisse entrevoir un développement très prometteur. Entre 2005 et 2014, le pays avait atteint durant sept années une croissance agricole de min. 6% (objectif PDDAA). La productivité totale des facteurs dans l'agriculture



s'est améliorée de 24% entre 2001 et 2008. L'engagement politique est lui aussi positif : le gouvernement a déjà atteint six des huit étapes du PDDAA et les dépenses pour la recherche agricole sont même un peu plus hautes que le 1% du PIB agricole visé par le PDDAA. Toutefois, l'objectif d'investir au moins 10% de toutes les dépenses publiques dans l'agriculture n'a pas été atteint durant toutes ces années. Depuis 2001, le taux de personnes souffrant de malnutrition chronique n'a été réduit que d'environ 9 points de pourcentage. Le Kenya se situe à 6,5 sur l'index de la faim dans le monde. La faim est donc un problème sérieux ce qui accentue la nécessité d'investir dans l'agriculture.

## 2. Potentiels spécifiques du développement du secteur agroalimentaire

Les grands potentiels pour le secteur agricole au Kenya résident dans l'extension de l'irrigation, dans la diversification et la transition vers des produits agricoles non-traditionnels et l'extension de la valeur ajoutée dans le pays tout comme une implication du secteur privé.

D'importants investissements des dernières années dans la culture des plantes comprennent l'utilisation de variétés qui sont adaptées à des conditions modifiées d'humidité et de température, le passage vers des pratiques qui conservent l'humidité et les éléments nutritifs du sol, le contrôle de l'érosion des sols et l'amélioration de l'absorption de l'eau par les plantes ainsi que l'utilisation de prévisions saisonnières. De plus, des systèmes d'irrigation à petite échelle ont été introduits et des améliorations dans la lutte contre les maladies et les parasites pu être obtenues. En ce qui concerne le bétail, les élevages participatifs de races locales, l'installation de banques fourragères et la remise en culture des terres de pâturage et la diversification des entreprises des animaux d'élevage ont constitué des innovations importantes.

## 3. Besoins en contribution pour exploiter les potentiels ; politiques et stratégies du pays

En 2003, le secteur agricole a été identifié comme étant un des trois moteurs pour l'économie du Kenya dans la «Stratégie Nationale pour une Relance économique». Trois stratégies sont ici d'importance capitale : La „Strategy for Revitalizing Agriculture, 2004-2014” a été élaborée pour le déploiement dans le secteur agricole de l’“Economic Recovery Strategy for Wealth and Employment Creation”. La „Kenya Vision 2030” a été adoptée en 2008, elle définit le secteur agricole en tant qu'élément central pour la relance économique du pays. Et enfin, l’„Agriculture Sector Development Strategy 2010-2020” a été établie comme révision de la „Strategy for Revitalizing Agriculture, 2004-2014” et présente un plan détaillé de la manière dont l'agriculture peut aider le Kenya à atteindre une croissance économique de 10%.

## 4. Possibilités efficaces et innovantes de coopération dans le cadre de l'aide allemande au développement

Le Kenya possède des avantages compétitifs particuliers au niveau du commerce international avec les haricots verts, le thé, les pois et les noix, mais également avec le lait et les patates douces. Ces dernières années, les rendements de culture de manioc, de blé, de riz, de bananes et d'haricots secs se sont nettement améliorés. Des hausses de rendement ont également pu être atteintes pour d'autres variétés de fruits et légumes. En revanche, pour les patates douces, une des chaînes de valorisation de la SEWOH, des diminutions de rendement ont été constatées. Le fossé existant actuellement entre les rendements réalisés et ceux potentiels est particulièrement grand pour les cultures non-irriguées de maïs, de sorgho, de blé et de millet. Les clous de girofle, les ananas, les fruits secs, la crème



et le café sont des produits nationaux jouissant spécialement d'une grande offre globale au Kenya si bien que leur production dépasse la demande intérieure. Les données montrent également que l'offre des produits choisis par la SEWOH (produits laitiers et patates douces) sont totalement produits dans le pays.

Vous trouverez plus de détails sur les analyses de potentiels dans le Country Dossier (version anglaise).



# MALAWI

## 1. Situation initiale dans le secteur agroalimentaire

Situé en Afrique du Sud, le Malawi compte 16,7 millions d'habitants. Le secteur agricole du pays contribue à 37% du PIB et 85% des recettes à l'exportation. Le secteur est caractérisé par deux structures partielles : d'un côté, environ deux millions de petites exploitations agricoles qui génèrent environ 80% de la production alimentaire du Malawi, et de l'autre, les grandes plantations de tabac, de sucre et de thé, qui génèrent plus de 80% des biens d'exportation agricoles. En ce qui concerne les centres verts d'innovation, ce sont les chaînes de valorisation du soja, de l'arachide et du manioc qui ont été choisies. Les autres produits agricoles importants sont le maïs, le riz et les pommes de terre. Comme la production de tabac a fortement baissé en raison de la faible demande, la stratégie nationale de l'exportation conseille surtout la culture et la valorisation de légumineuses (p.ex. pois chiches).

Ces dernières années, une réforme agraire fondamentale a permis de stimuler la croissance. Par exemple, l'ancien monopole de l'Agricultural Development and Marketing Corporation pour l'achat du maïs et d'autres produits a été levé et de grandes étapes sur le chemin de la privatisation ont été franchies. Le Malawi a également restructuré son système de recherche agraire. L'instauration la plus importante du système de recherche agraire du pays est celle du Department of Agricultural Research Services (DARS) au sein du Ministère de l'agriculture avec plus de la moitié des personnes employées dans le sys-

tème. De plus, il existe aussi des institutions pour les sciences animales, la sylviculture ainsi que pour les recherches sur le tabac, le sucre et le thé. Trois universités coopèrent avec le DARS sur des projets communs de recherche. La consultation agricole a connu une nette évolution depuis l'an 2000 et elle est caractérisée à présent par une approche pluraliste. En plus de la consultation de l'État, il existe aussi d'autres organismes compétents comme des organisations non-gouvernementales, des universités et des fédérations paysannes. Le secteur privé joue aussi un rôle important dans la promulgation de conseils. Des plateformes d'innovation existent pour les légumes, les semences, le maïs et les pois chiches.

## 2. Potentiels spécifiques du développement du secteur agroalimentaire

Le potentiel du Malawi se situe de plus en plus dans les chaînes de valorisation orientées sur l'agriculture. La décentralisation et l'ouverture du secteur agricole a déjà mené à de grandes innovations positives. Il reste néanmoins toute une série de problématiques, comme par exemple des rendements encore relativement trop bas, une irrigation peu répandue, de petites parcelles de terres, des conditions de commercialisation difficiles, des lacunes au niveau de l'accès aux marchés, des contrôles de qualité faibles etc. Des succès au niveau des chaînes de valorisation ont pu être enregistrés lorsque les organisations paysannes ont été incluses dans les processus de développement et lorsque des investissements privés étaient souhaités.



Des investissements dans plusieurs secteurs clés seraient nécessaires pour continuer à exploiter ce potentiel. La formation, la spécialisation et le développement des ressources humaines sont donc les bases fondamentales pour tout autre développement du pays qui devrait également être soutenu par une implication participative des petits paysans comme p.ex. dans le développement ou la multiplication de semences améliorées. Un meilleur accès aux inputs agricoles (semences, engrais, etc.) et aux structures de commercialisation est considéré comme un autre facteur important. Le Malawi fait preuve de développements très prometteurs dans plusieurs secteurs. Le Malawi a ainsi pu atteindre pendant cinq années entre 2005 et 2014 une croissance agricole dépassant les 6% visés par le PDDAA. Le gouvernement a déjà achevé sept des huit étapes du processus du PDDAA. Entre 2005 et 2014, il a investi pendant neuf ans plus de 10% de toutes les dépenses publiques dans l'agriculture et utilise 0,8% du PIB agricole dans la recherche et le développement agricoles. Le dernier investissement se trouve certes encore en dessous du 1% souhaité par l'Union Africaine, mais, en comparaison avec les douze pays africains de la SEWOH, il fait partie du plus haut pourcentage des dépenses (après le Kenya avec 1,1%). L'amélioration de la productivité totale des facteurs agricoles de 47 points de pourcentage entre 2001 et 2008 peut être considérée comme un succès dû à cette politique d'investissements au Malawi. Le taux de personnes souffrant de malnutrition chronique n'a pu toutefois être réduit que de 6 points de pourcentage entre 2001 et 2011. La valeur de l'index de la faim dans le monde du Malawi se situe à 13,6 et indique ainsi un niveau de gravité sérieux. Grâce aux réformes agraires des dernières années, le Malawi a pu réaliser une forte impulsion économique dont toute la population ne profite cependant pas encore. Le Malawi peut être considéré comme un pays très prometteur avec des

investissements agricoles pertinents pour le développement.

### **3. Besoins en contribution pour exploiter les potentiels ; politiques et stratégies du pays**

Le cadre politique pour les réformes agraires du Malawi a été déterminé dans l'„Agriculture Sector Wide Approach“, qui a développé une stratégie pour augmenter la production agricole, pour faciliter l'accès à la nourriture et pour accroître la part de la transformation sur la croissance économique. La „Malawi Growth and Development Strategy II (2011-2016)“ fournit un cadre supplémentaire pour une transformation de grande portée du pays afin qu'il passe d'une économie principalement basée sur la consommation et l'importation à une économie de production et orientée vers l'export. Dans le projet „Vision 2020“ du Malawi, le secteur agricole joue un grand rôle. Il est spécialement orienté vers un renforcement du secteur privé.

### **4. Possibilités efficaces et innovantes de contribution dans le cadre de l'aide allemande au développement**

Il existe des possibilités de coopération entre l'Allemagne et le Malawi dans le domaine de toutes les chaînes de valorisation, en particulier de la transformation de produits et des processus post-récoltes. Le renforcement des fédérations paysannes et des coopératives par des formations tout comme le développement participatif de meilleures variétés et la commercialisation sont d'autres éléments importants. En se basant sur l'analyse des potentiels des chaînes de valorisation, quelques points de départ ont pu être identifiés pour des possibilités de collaboration entre l'aide allemande au développement et le Malawi : Le pays dispose d'un fort potentiel de commercialisation du tabac, coton, café,



thé et arachides qui fait partie des chaînes de valorisation soutenues par la SEWOH. Les autres produits soutenus (surtout le soja et le manioc) n'ont aucun avantage comparatif au Malawi pour le commerce international. Les hausses de rendements annuelles entre 2005 et 2012 méritent d'être mentionnées en ce qui concerne le maïs, le pois d'Angole, le riz, le coton et les pommes de terre. Les boissons alcoolisées, les tournesols, le maïs et le riz ainsi que le millet, le soja et le manioc sont particulièrement pertinents mesurés à la part de la production interne dans la totalité de l'offre du pays.

Vous trouverez plus de détails sur les analyses de potentiels dans le Country Dossier (version anglaise).



# MALI

## 1. Situation initiale dans le secteur agroalimentaire

Le Mali est un pays enclavé du Sahel avec près de 17,1 millions d'habitants – environ 60% du pays est couvert de terres arides et de désert. Même si le PIB a augmenté plus rapidement que la population ces derniers dix ans, le Mali reste un pays pauvre qui dépend beaucoup du coton et des exportations d'or. Ces deux produits génèrent plus de la moitié des revenus. Les produits agricoles les plus importants sont le riz et le millet, mais aussi l'arachide et le pois baramba ainsi que les légumes et le poisson qui sont vendus surtout dans le pays. En ce qui concerne les centres verts d'innovation, ce sont les chaînes de valorisation du riz, des pommes de terre (semences, pommes de terre de table) et le poisson qui ont été choisies. Bien qu'une grande partie de la population travaille dans l'agriculture, le secteur ne contribue qu'à moins de la moitié du PIB.

Le système de recherche national en agriculture est dirigé par le National Agricultural Research Council, une institution du Ministère pour le développement rural. 75% des employés et plus de 70% des ressources financières du système de recherche national en agriculture dépendent du National Agricultural Research Institute (IER). L'IER soutient six centres régionaux, neuf organismes de recherche et 14 sous-stations. Le paysage malien de la recherche est cependant très morcelé et il manque de concertation et de coordination. De plus, la recherche est financée à 90% par des tiers ce qui représente un gros handicap lors de l'exécution de program-

mes nationaux de recherche. La consultation agricole est réalisée principalement et sur tout le territoire par le gouvernement et des administrations locales. Des universités et des hautes écoles spécialisées ainsi que des organisations non-gouvernementales sont aussi incluses dans la consultation. Le taux d'entreprises privées est faible dans la consultation agricole. Les plateformes d'innovation sont mal qualifiées. Plusieurs organismes internationaux de recherche travaillent au Mali, essentiellement avec l'IER.

## 2. Potentiels spécifiques du développement du secteur agroalimentaire

Le secteur agroalimentaire du Mali est caractérisé par un cadre légal faible. Des rendements bas de culture et des pertes post-récoltes importantes tout comme de forts problèmes médicaux et des revenus faibles limitent les possibilités d'une alimentation saine pour la population. Les petits paysans accèdent difficilement aux crédits. Les succès, par exemple dans la production de riz sont réduits à néant à cause du manque de transformation et de structures post-récoltes. Il est fortement conseillé d'atteindre le potentiel du secteur agricole malien en se concentrant sur les systèmes des petits paysans et les structures d'irrigation à petite échelle. De plus, la demande grandissante d'une population de plus en plus concentrée dans les villes pourrait donner un nouvel élan à de nouveaux systèmes de culture, comme par exemple l'élevage intercalé de poissons et la culture de légumes.





En se basant sur les analyse des pays, les efforts de développement au Mali ne sont, d'une manière générale, pas encore optimaux à l'heure actuelle : bien que le gouvernement ait déjà atteint cinq des huit étapes du processus du PDDAA, et qu'il ait investi entre 2005 et 2014 plus de 10% de toutes les dépenses publiques dans l'agriculture, le Mali ne dépense en moyenne que seulement 0,6% au lieu du 1% souhaité du PIB agricole (entre 2005 et 2011) pour la recherche et développement agricole. Les investissements étant faibles, l'augmentation de la productivité totale des facteurs agricoles entre 2001 et 2008 de dix points de pourcentage était donc faible elle aussi. Entre 2001 et 2011, le taux de personnes souffrant de malnutrition chronique au Mali n'a pu être amélioré que de 8 points de pourcentage et, avec une valeur de 13 sur l'index de la faim dans le monde, le statut du pays peut être considéré comme sérieux voir très sérieux. Ce n'est que grâce à une amélioration de ces indicateurs que les investissements agricoles futurs produiront pleinement leur effet au Mali.

### **3. Besoins en contribution pour exploiter les potentiels ; politiques et stratégies du pays**

La Politique de Développement Agricole du Mali fournit le cadre stratégique pour la Loi d'Orientation Agricole (LOA). La LOA couvre toutes les activités économiques du secteur agricole et promeut une restructuration et une modernisation du secteur agricole et des moyennes et grandes entreprises familiales pour renforcer l'emploi rural. Une transition vers plus de privatisation et moins d'interventions de l'état doit être ainsi créée. Le projet Agricultural Competitiveness and Diversification Project soutenu par la banque mondiale ainsi que l'Agricultural Diversification Project doivent renforcer les exploitations commerciales et le secteur agro-indus-

triel en tant qu'alternative à l'économie de subsistance.

### **4. Possibilités efficaces et innovantes de contribution dans le cadre de l'aide allemande au développement**

En se basant sur l'analyse des potentiels des chaînes de valorisation, quelques points de départ ont pu être identifiés pour des possibilités de collaboration avec l'aide allemande au développement au Mali : le pays dispose d'un fort potentiel de commercialisation pour les animaux, le sésame, la viande de chèvre, l'huile d'arachide et le coton. Toutes les autres chaînes de valorisation soutenues par la SEWOH n'ont aucun avantage comparatif au Mali pour le commerce international. Entre 2005 et 2012, les cinq produits avec les meilleures hausses de rendements en moyenne sont les suivants : maïs, riz, haricots niébés, patates douces et igname. La différence entre les rendements actuels et ceux potentiels est particulièrement grande pour les principales céréales maïs, riz, sorgho et millet. Le sorgho, le maïs, le millet, le manioc et les patates douces sont particulièrement pertinents mesurés à la part de la production interne dans la totalité de l'offre du pays.

Vous trouverez plus de détails sur les analyses de potentiels dans le Country Dossier (version anglaise).



# NIGERIA

## 1. Situation initiale dans le secteur agroalimentaire

Situé en Afrique de l’Ouest, le Nigeria est le pays le plus peuplé d’Afrique grâce à ses 182 millions d’habitants. Avec un produit intérieur brut estimé à 522 milliards US\$, le pays dispose aussi de la plus forte économie sur le continent, une grande partie de cette force économique reposant sur le secteur pétrolier.

L’agriculture emploie environ deux tiers de la main d’œuvre et contribue à env. 22% du PIB, ce qui fait près de 88% des revenus ne venant pas du secteur pétrolier. Plus de 90% de la production agricole provient de petits paysans possédant moins de 2ha de terres. Pour les chaînes de valorisation du manioc, du riz, du maïs et des pommes de terre qui ont été choisies. Les autres produits agricoles importants sont les légumineuses, les bananes ou bananes plantains, le cacao et l’huile de palme.

Le système national de recherche agricole du Nigeria est composé d’une multitude d’institutions comme par exemple 122 hautes écoles et plus de 20 institutions et départements gouvernementaux. Le secteur privé ne soutient que peu d’organismes de recherche. La consultation agricole est principalement fournie par l’Agricultural Development Programme (ADP), le nombre de conseillers ainsi que la qualité des conseils devant être cependant considérés comme insuffisants. Au Nigeria, les instituts privés de consultation et les organisations non-gouvernementales jouent un grand rôle (p.ex. Shell, Mobil, British Ame-

rican Tobacco). Les plateformes d’innovation sont une pratique courante au Nigeria et sont utilisés pour de nombreux projets afin de faire connaître les innovations agricoles. Elles traitent de la production et la transformation du maïs, du soja, des bananes plantains, des légumes, des produits animaux, de la fertilité des sols et de la défense des cultures.

## 2. Potentiels spécifiques du développement du secteur agroalimentaire

Le plus grand potentiel du Nigeria se trouve dans les ressources non encore exploitées du pays. Actuellement, ce sont seulement 33 millions d’hectares, soit environ un tiers de la surface potentielle, qui sont utilisés comme surface cultivée. De même, seulement environ 11% des terres potentiellement irrigables sont à ce jour irriguées. La main d’œuvre potentiellement importante ainsi qu’un marché intérieur très peuplé et les nombreuses innovations et les technologies agricoles existantes représentent aussi des potentiels de développement supplémentaires. Des développements positifs dans les chaînes de valorisation ont été obtenus surtout grâce à des semences améliorées (p.ex. du maïs résistant à la sécheresse, du manioc enrichi en vitamine A) ainsi que grâce à un secteur de transformation renforcé. Afin d’exploiter le fort potentiel du Nigeria, des investissements dans plusieurs domaines seraient nécessaires, comme par exemple dans l’accès aux micro-crédits, dans les procédés post-récoltes et de stockage, dans de meilleures connexions au sein des chaînes de valorisation et



dans une meilleure infrastructure (p.ex. construction de routes). Une plus grande promotion de la recherche agricole nationale est en outre conseillée.

En se basant sur l'analyse des pays, les prévisions de développement sont limitées : le Nigeria a seulement achevé cinq des huit étapes du processus du PDDAA, et entre 2005 et 2014 n'a atteint que pendant quatre années l'objectif du PDDAA de 6% minimum par an de la croissance agricole. De même, dans la période située entre 2005 et 2014, le Nigeria n'a investi durant aucune année plus de 10% de toutes les dépenses publiques dans l'agriculture. Avec en moyenne seulement 0,3% du PIB agricole entre 2005 et 2011, les investissements du Nigeria dans la recherche et le développement agricoles se situent nettement en dessous du minimum de 1% demandé par l'Union Africaine. Ce sous-investissement relatif dans l'agriculture mène à des développements positifs trop faibles dans la productivité totale des facteurs agricoles de 11 points de pourcentage entre 2001 et 2008. Ces dernières années, plus précisément depuis les réformes de 2011, quelques succès ont pu être enregistrés dans la situation alimentaire du Nigeria, surtout dans l'accroissement de la production et la réduction des importations de nourriture. Toutefois, le taux de personnes souffrant de malnutrition chronique au Nigeria ne s'est amélioré que de 3 points de pourcentage entre 2001 et 2011. L'index de la faim dans le monde au Nigeria se situe à 14,7 ce qui représente un niveau de gravité sérieux. Le Nigeria est donc un pays avec des potentiels mais aussi avec des obstacles au développement pour les investissements agricoles pertinents pour le développement. Le nombre absolu assez haut de personnes souffrant de malnutrition chronique au Nigeria (environ 13 millions de personnes) exige cependant un engagement d'urgence pour des investissements agricoles pertinents pour le développement.

Sur le continent africain, seules la République Démocratique du Congo (avec environ 40 millions), l'Éthiopie (environ 32 millions) et la Tanzanie (17 millions) ont plus de personnes souffrant de malnutrition chronique que le Nigeria.

### **3. Besoins en contribution pour exploiter les potentiels ; politiques et stratégies du pays**

Plus récemment, le gouvernement nigérian a essayé de réformer le secteur agricole. Créé en 2011, le programme „Agricultural Transformation Agenda“, fait également partie de ces réformes. La stratégie soutient la production agricole dans le but de réduire les importations et de renforcer le secteur de l'exportation. En outre, l'industrie de transformation ainsi que les connexions intra et extra sectorielles sont elles-aussi soutenues afin d'apporter de la valeur ajoutée à l'intérieur du pays. Le Nigeria s'est aussi engagé à renforcer le secteur privé agricole à travers son adhésion dans l'initiative „Grow Africa“. Entre 2013 et 2014, des investissements d'un montant supérieur à 611 US\$ ont été consentis et plus de 22 500 emplois ont été ainsi créés.

### **4. Possibilités efficaces et innovantes de contribution dans le cadre de l'aide allemande au développement**

L'analyse de potentiels des chaînes de valorisation du Nigeria indique quelques points de départ pour des collaborations futures de l'aide allemande au développement : les plus grands potentiels commerciaux agricoles du Nigeria se trouvent principalement dans les noix de cajou, le sésame, le cacao, le gingembre ainsi que dans les légumes. Les autres chaînes de valorisation soutenues par la SEWOH n'ont aucun avantage commercial comparatif pour le Mali. Dans la période située entre 2005 et 2012, le sésame, les haricots niébés, les pommes de terre, la



canne à sucre et le gombo ont pu atteindre les taux moyens de rendement les plus hauts. À l'instar des pommes de terre, le riz, lui aussi un produit soutenu par la SEWOH, n'a pu enregistrer que des hausses modérées de rendement. En revanche, le maïs et le manioc, eux aussi des produits de la SEWOH, ont même connu des baisses de rendement sur la même période. Les produits agricoles spécialement pertinents au Nigeria qui ont pu être identifiés sont les suivants : le millet et les autres céréales ainsi que l'igname, les racines comestibles, le manioc et les patates douces.

Vous trouverez plus de détails sur les analyses de potentiels dans le Country Dossier (version anglaise)



# TOGO

## 1. Situation initiale dans le secteur agroalimentaire

Le Togo se situe à l'ouest de l'Afrique et compte environ 7,1 millions d'habitants. Au sud, le climat y est tropical et semi-aride au nord, 44% du territoire est utilisé pour l'agriculture et 2% pour les cultures permanentes. Le secteur agricole emploie 75% de la population et contribue à 41% au PIB. Les produits alimentaires (principalement le manioc, l'igname, le maïs et différents types de millet) sont essentiellement consommés dans le pays. Les produits d'exportation sont, entre autres, le coton, le cacao, le café et l'huile de palme. En ce qui concerne les centres verts d'innovation, ce sont les chaînes de valorisation de l'arachide, des noix de cajou et du soja qui ont été choisies. Le maïs est un autre produit important aussi commercialisé comme nourriture pour les poules ce qui constitue un nouveau marché pour les producteurs.

L'Institut Togolais de Recherche Agronomique coordonne depuis 1997 les activités de recherche agronomique dans le pays. Chacune des quatre zones agro-écologiques du pays dispose d'un centre d'excellence. En outre, la recherche appliquée du secteur agroalimentaire est réalisée par différents instituts et universités dépendants du Ministère de l'agriculture. Quelques centres de recherche internationaux dirigent des sites de projets au Togo. La consultation agricole est largement réalisée par des prestataires de services publics. Des organisations non-gouvernementales ou des entreprises privées ne jouant ici

pas de rôle essentiel. Quelques plateformes d'innovation (PI) ont été lancées à l'initiative de la FARA et de la CORAF/WECARD. Un axe important des PI réside dans un meilleur accès au marché et la création de meilleurs prix.

## 2. Potentiels spécifiques du développement du secteur agroalimentaire

Le plus grand potentiel du Togo se trouve dans les ressources du territoire non cultivé actuellement. Jusqu'à ce jour, seulement 45% des 3,4 millions d'hectares des terres cultivables sont utilisés. Par ailleurs, le pays dispose de bonnes possibilités afin de poursuivre l'extension de sa production de riz par irrigation. On suppose que 185 000ha peuvent être utilisés pour la production de riz alors que jusqu'à présent seuls 29 000ha sont cultivés. De plus, des succès ont été permis grâce à la promotion de coopérations innovantes entre les prestataires de services et les producteurs ces dernières années. Grâce à l'accès à des mécanismes décisionnels, les petits paysans ont été soutenus dans leur développement de marchés de meilleure qualité.

Afin d'exploiter le potentiel existant, des investissements dans quelques domaines seraient nécessaires, comme par exemple dans un accès simplifié aux investissements agricoles afin d'améliorer la production des principaux aliments, dans le renforcement des services de consultation et dans une base de financement plus stable pour la recherche agricole. Par ailleurs, il existe un besoin en développement de l'infrastructure.



En se basant sur l'analyse des pays, les prévisions de développement pour le Togo sont limitées : le Togo a certes achevé six des huit étapes du processus du PDDAA, et atteint entre 2005 et 2014 pendant quatre années l'objectif du PDDAA de 6% minimum par an de la croissance agricole, mais le gouvernement n'a investi durant aucune année entre 2005 et 2014 plus de 10% de toutes les dépenses publiques dans l'agriculture bien que cela représente l'objectif du PDDAA. De la même manière, entre 2005 et 2011, le Togo n'a investi en moyenne que 0,4% du PIB agricole dans la recherche et le développement agricoles au lieu du 1% prévu. Dans la période située entre 2001 et 2008, le pays a enregistré une aggravation de la productivité totale des facteurs de 6 points de pourcentage. Même si la situation alimentaire s'est améliorée de 10 points de pourcentage entre 2001 et 2011, l'index de la faim dans le monde pour le Togo se trouve à 13,9 et signale par là un degré de gravité sérieux. Le Togo peut être ainsi considéré comme un pays à potentiels mais également avec des obstacles au développement pour les investissements agricoles pertinents pour le développement. Ce n'est que grâce à une amélioration de ces indicateurs que les investissements agricoles futurs produiront pleinement leur effet au Togo.

### **3. Besoins en contribution pour exploiter les potentiels ; politiques et stratégies du pays**

Le cadre politique pour le développement agricole du Togo est déterminé par le „Programme National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire, PNIASA“. Il contient des interventions pour des réformes structurelles, des poussées de croissance, une intégration régionale, la création d'emploi et la promotion de la recherche agraire. L'objectif est un taux de croissance annuel du secteur agricole de 6%. Le PNIASA soutient une intensification des productions de blé

et de la production de manioc et d'igname. Pour le secteur de l'exportation, des investissements sont planifiés pour les produits importants que sont le coton, le café et le cacao. Les nouveaux produits d'exportation à développer sont les ananas, les noix de cajou et les bananes. Pour ce qui est de la production animale, l'objectif est de promouvoir les petites et moyennes afin de poursuivre le développement des chaînes de valorisation des œufs, de la viande et du lait. Pour la production de poisson, non seulement la pêche en haute mer mais aussi l'aquaculture doivent être renforcées. Un accent est mis aussi sur le développement de stratégies pour s'adapter au changement climatique, en particulier par la production de variétés, les stratégies de gestion intégrée pour la fertilité des sols, la santé des plantes et des animaux et la transformation des produits.

### **4. Possibilités efficaces et innovantes de contribution dans le cadre de l'aide allemande au développement**

L'analyse des potentiels des chaînes de valorisation a permis d'identifier quelques points de départ pour des possibilités de collaboration de l'aide allemande au développement au Togo : le pays dispose d'avantages comparatifs et ainsi d'un fort potentiel de commercialisation du cacao, des tourteaux de graines de coton, des arachides, de la farine de tubercules et de racines comestibles ainsi que du sésame et des noix de cajou. Pour ce qui est du soja en tant que chaîne de valorisation de la SEWOH, le Togo ne bénéficie d'aucun avantage comparatif au niveau du commerce international. Entre 2005 et 2012, les meilleures hausses de rendements annuelles ont été obtenues par les patates douces, le coton, le sorgho et le riz. Au cours de cette période, les arachides soutenues par la SEWOH ont pu enregistrer des hausses de rendements certes faibles mais constantes. Les autres cultures de la SEWOH, les noix de cajou et le soja,



n'ont connu aucune hausse. Les noix en général, le manioc, le cacao et l'igname sont très pertinents mesurés à la part de la production interne dans la totalité de l'offre du Togo. La demande pour le soja et les arachides peut être, elle aussi, couverte par la production du pays.

Vous trouverez plus de détails sur les analyses de potentiels dans le Country Dossier (version anglaise).



# TUNISIE

## 1. Situation initiale dans le secteur agroalimentaire

La Tunisie, pays d'Afrique du nord, se trouve dans la zone de tension entre le Maghreb, l'Europe et l'Afrique. Elle a une population d'environ 11 millions d'habitants. La surface agricole utilisée est d'environ 10 millions d'hectares, dont 4,2 millions d'hectares sont cultivés dont à nouveau environ 8% par irrigation. Le secteur agricole est une branche importante de l'économie en Tunisie avec une croissance annuelle de 6% et une contribution au PIB de 11,5% alors que la croissance de la population n'est que de 1%. Environ 22% de la population travaille dans le secteur agricole (y compris la pêche). D'un autre côté, le secteur agricole consomme la plupart des ressources du pays : 80% de l'eau et 90% des ressources fertiles du pays sont utilisés pour l'agriculture. En ce qui concerne les centres d'innovation verts de Tunisie, ce sont les chaînes de valorisation de l'économie issue du lait/viande, des fruits (agrumes) et légumes qui ont été choisies. Les autres produits agricoles importants le plus souvent exportés sont les olives, les dattes et les fruits de mer.

L'Institution de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur Agricoles (IRESA), fondée en 1990, est l'institut le plus important du système national de recherche agricole relativement bien développé. L'IRESA est une institution semi-publique sous la direction du Ministère de l'agriculture, elle coordonne les activités de quatre des huit instituts de recherche agraire et des neuf hautes écoles de Tunisie. Alors que la recherche agraire tunisienne est principa-

lement soutenue par le gouvernement, des contributions considérables sont également apportées par la banque mondiale et d'autres donateurs bilatéraux, y compris l'UE. Les autres organismes de soutien sont représentés par les différentes agences des Nations unies ainsi que des centres de recherche agraire internationaux. La consultation agricole est principalement organisée par le Ministère de l'agriculture, par exemple par l'Agence de la Vulgarisation et de la Formation Agricoles, mais aussi par des projets de donateurs internationaux et des organisations non-gouvernementales. Des fédérations paysannes et des coopératives exercent également des activités de consultation et de recherche. Il est également possible pour les agriculteurs les plus fortunés d'engager des conseillers locaux ou internationaux. Cette offre est surtout utilisée par les grosses entreprises commerciales.

## 2. Potentiels spécifiques du développement du secteur agroalimentaire

L'agriculture de la Tunisie n'a cessé de se développer depuis les années 1980. La stratégie de développement du pays suit deux axes principaux : croissance économique et stabilité sociale. Grâce à des réformes agraires dans les années 1990, le pays a réussi à accroître la productivité et a amélioré la connexion avec le marché mondial. La croissance a été atteinte dans certaines chaînes de valorisation grâce à des incitations spécifiques ainsi que grâce à des innovations technologiques. L'orientation centralisée du secteur agricole existant, tout au moins jusqu'à la Révolution





de 2011, a été depuis toujours un handicap à des développements supplémentaires.

En plus des évolutions d'ordre général en Tunisie qui ne sont pas optimales ces dernières années, les indicateurs des analyses de pays décèlent des possibilités limitées de développement par les investissements agricoles : certes, la Tunisie n'a pas encore commencé le processus de la PDDAA mais elle a déjà pu atteindre entre 2005 et 2014 une croissance agricole de plus de 6%/an comme prévu par le PDDAA. Cependant, la Tunisie n'a investi durant aucune année entre 2005 et 2014 plus de 10% des dépenses publiques dans l'agriculture. Des informations détaillées sur les investissements dans la recherche et le développement agricoles et dans le développement de la productivité totale des facteurs agricoles ne sont pas disponibles. La Tunisie a déjà réduit depuis plusieurs décennies le taux de personnes souffrant de malnutrition chronique au-dessous de 5% et la valeur sur l'index de la faim dans le monde également en dessous de 5 indique que la malnutrition chronique ne joue qu'un faible rôle en Tunisie.

### **3. Besoins en contribution pour exploiter les potentiels ; politiques et stratégies du pays**

Le secteur agricole de Tunisie est déterminé par une série de plans socio-économiques de développement. Des réformes structurelles ont été réalisées et le pays a été mené vers davantage d'investissements dans le secteur agricole, en mettant principalement l'accent sur les produits d'exportation. Des relations étroites avec le marché européen et des zones de libre-échanges avec le monde arabe ont eu lieu dans le cadre du 9e plan de développement (1997-2001). Jusque peu de temps avant la Révolution, le programme était basé sur le développement des ressources en eau, un renforcement de l'exportation

et de la sécurité alimentaire.

La Révolution de 2011 a mené à une nouvelle définition de la sécurité alimentaire, de la création d'emploi et du développement régional ; les petits paysans seraient ainsi mieux représentés dans les territoires désavantagés.

### **4. Possibilités efficaces et innovantes de contribution dans le cadre de l'aide allemande au développement**

L'analyse de potentiels des chaînes de valorisation de la Tunisie indique quelques points de départ pour des collaborations futures avec l'aide allemande au développement : la Tunisie dispose d'un fort potentiel pour les dattes, l'huile de maïs et d'olive, le piment et le poivre ainsi que pour les spécialités fromagères. Il existe également un avantage comparatif pour les fruits en tant que chaîne de valorisation soutenue par la SEWOH. Par contre, il n'y a pas d'avantage comparatif pour les légumes en tant que chaîne de valorisation soutenue par la SEWOH. Entre 2005 et 2012, des hausses annuelles de rendement considérables ont été atteintes pour les fruits et les légumes. Différentes variétés de légumes et de fruits ou d'agrumes, le miel, mais aussi la viande – pour laquelle la production locale dépasse la demande au niveau national – sont particulièrement pertinents en Tunisie mesurés à la part de la production interne dans la totalité de l'offre du pays.

Vous trouverez plus de détails sur les analyses de potentiels dans le Country Dossier (version anglaise).



# ZAMBIE

## 1. Situation initiale dans le secteur agroalimentaire

La Zambie est un pays enclavé du sud de l'Afrique avec près de 15 millions d'habitants. Le secteur agricole représente 10 % du PIB et emploie 72% de la main d'œuvre. Bien que le gouvernement considère le secteur agricole comme le moteur le plus important pour le développement économique, l'accroissement de la production agricole n'a malgré tout pas pu suivre l'augmentation de la demande nationale et internationale vers la Zambie. Le maïs est de loin la plante utile la plus importante autant du point de vue de la surface cultivée que de l'exportation. En ce qui concerne les centres verts d'innovation, ce sont les chaînes de valorisation du soja (avec le maïs et le coton) et les arachides (avec les haricots) qui ont été choisies. La culture du soja a un grand potentiel de croissance, en particulier en tant que fourrage pour l'élevage d'animaux (notamment la volaille), mais de plus en plus pour l'alimentation humaine. Les arachides sont surtout cultivées par les petits paysans et consommés en grande partie par eux-mêmes.

La recherche agraire est principalement coordonnée par le Ministère de l'agriculture et de l'élevage et dirigée par les instituts de recherche Zamia Agriculture Research Institute, Golden Valle Agricultural Research Trust et Central Vétérinaire Research Institute. L'université de Zambie, le National Institute for Scientific and Industrial Research et depuis peu l'université Mulungushi s'engagent également dans des projets de recherche pertinents. Diverses organisations interna-

tionales et régionales proposent également leur soutien pour des projets de recherche, comme p.ex. les centres du CGIAR, la banque mondiale ou la banque africaine de développement. Le développement de plateformes d'innovation n'est pas encore très avancé en Zambie.

## 2. Potentiels spécifiques du développement du secteur agroalimentaire

La Zambie dispose de nombreuses ressources pour l'extension de l'agriculture, c'est à dire les terres, la main d'œuvre, l'eau et les conditions climatiques adéquates. Presque deux tiers de la surface du territoire seraient utilisables pour l'agriculture. Le secteur pourrait profiter avant tout d'une extension de l'irrigation. Malgré la présence de ressources suffisantes en eau, seul un quart des terres irrigables est actuellement réellement irrigué. Quelques conditions générales devraient être cependant fondamentalement améliorées. Le secteur privé pourrait, par ex., être d'avantage impliqué, notamment dans les services de consultation, dans la commercialisation, dans la recherche agraire, dans la mécanisation, dans le financement ainsi que dans l'amélioration de l'accès aux marchés pour les inputs et produits agricoles. La chaîne de valorisation du maïs emploie non seulement une grande partie des acteurs de l'agriculture mais elle jouit également du meilleur concours financier de la part du gouvernement. Des observations de la consommation urbaine indiquent pourtant que c'est notamment la jeune génération qui préfère de plus en plus les produits céréaliers et le riz.



Le manioc, plante constituant la nourriture de base la plus importante après le maïs, convient surtout aux petits paysans car il nécessite peu d'intrants et est capable de tolérer de longues périodes de sécheresse. De plus, les producteurs actuels disposent déjà de bonnes connaissances sur les méthodes de culture. Le riz gagne de plus en plus de terrain en tant que nourriture de base. Le gouvernement en achète, avec le maïs afin de constituer les réserves nationales. Cette plante est surtout cultivée par les petits paysans, en partie à cause du faible coût de production. Par ailleurs, l'aquaculture est soutenue par le gouvernement pour compenser la disparition des ressources dans les eaux nationales.

La forte demande grandissante pour le soja en Zambie et dans les pays voisins recèle d'importantes opportunités pour l'extension du secteur agricole. Il existe un fort potentiel d'augmentation du rendement car les précédents accroissements de production n'ont été obtenus que grâce à l'extension des surfaces cultivées. Les conditions climatiques et la nature du sol permettent de plus une extension significative de la culture et de l'exportation des arachides, à condition que la production actuelle, surtout locale, puisse être modernisée afin de répondre aux exigences du marché.

Le potentiel du secteur agricole pour une amélioration de la sécurité alimentaire en Zambie est classé comme modéré : le gouvernement a déjà achevé cinq des huit étapes du processus du PDDAA, mais le pays n'a pu atteindre entre 2005 et 2014 qu'au cours de deux années une croissance agricole dépassant les 6%/an visés par le PDDAA. Plus de 10% des dépenses publiques n'ont été investies dans l'agriculture qu'au cours de trois années et, entre 2005 et 2011, seul 0,4% du PIB agricole a été investi dans la recherche et le développement agricoles au lieu du 1% souhaité. La productivité totale des facteurs agricoles a été améliorée de 27

points de pourcentage. Entre 2001 et 2011, le taux de personnes souffrant de malnutrition chronique en Zambie a augmenté de 5 points de pourcentage et, avec une valeur de 24,4 selon l'index de la faim dans le monde, cela représente un niveau de gravité sérieux pour le pays. Ce n'est que grâce à une amélioration de ces indicateurs que les investissements agricoles futurs produiront pleinement leur effet en Zambie.

### **3. Besoins en contribution pour exploiter les potentiels ; politiques et stratégies du pays**

Le gouvernement a adopté plusieurs stratégies pour le développement du secteur agricole. La National Agricultural Policy, prenant fin en 2015, est en cours de révision. Le National Agriculture Investment Plan 2014-2018 a défini les priorités suivantes : gestion durable des ressources, accroissement de la productivité agricole, accès au marché, sécurité alimentaire et la gestion des catastrophes. Par ailleurs, des stratégies particulières à certains secteurs et technologies ont été développées, comme par exemple le riz, le manioc, l'aquaculture, l'irrigation et les coopératives.

### **4. Possibilités efficaces et innovantes de contribution dans le cadre de l'aide allemande au développement**

La Zambie dispose d'un avantage commercial comparatif pour l'exportation de maïs. En comparaison avec de nombreuses autres plantes, le rendement du maïs a augmenté, mais il existe encore un fort potentiel pour d'autres augmentations, en particulier pour les cultures de maïs alimentées par l'eau de pluie. Les autres produits, pour lesquelles la Zambie dispose d'un avantage comparatif au niveau international, sont les suivants : huile d'olive, rebuts de coton, tabac non-transformé et haricots verts. Pour



le moment, le soja et l'arachide ne sont pas encore compétitifs au niveau international, mais ils se sont toutefois distingués par leurs hausses de rendement relatives ces derniers sept ans. Ces hausses pourraient constituer la base d'investissements supplémentaires. Il en est de même pour le blé et les patates douces. De plus, le soja (avec le manioc et les patates douces) fait partie des plantes les plus importantes en ce qui concerne la production nationale (proportionnellement à l'approvisionnement total).

Vous trouverez plus de détails sur les analyses de potentiels dans le Country Dossier (version anglaise).



